PROLETAIRES DE TOUS LES UNISSEZ - VOUS PAYS

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X. France: 1 an: 22 frs.; 6 mois 11 frs.; 3 mois 5 frs.

"Déclanchée avec une soudaineté et une sûreté qui révélaient une résolution concertée d'en finir avec l'emprise communiste...)

PARIS-MIDI du 19/1

Nous dira-t-on après cela que le Front Populaire continue ?

Etranger: 1 an: 40 frs.; 6 mois 20 frs.; 3 mois 10 frs.

Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : nº 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4º Internationale

## A bas le Gouvernement Chautemps-Sarraut, fourrier de la réaction fasciste! En avant pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan, par le front unique prolétarien!

nonciation de la guerre imperialiste vailleurs. par l'union sacrée pour la desense du Lorsque nous demandons la réunion de Congrès de délégués, nous voulons La crise du franc

leur offensive acharnée. Le F. U. I. gner des délégués, qui constitueront a sans relache lance l'appel pour la le Comité de l'entreprise. Ce Comité manœuvre habituelle. Bennet vient de de l'Armée. sacres et repression aux colonies, ré- tés de ce genre. les grévistes, etc...

Front Populaire : arbitrage obligatoire, procedures dilatoires toujours en paient de la défense. des liaisons, du
faveur des patrons. Il a montré la neravitaillement, de l'entretien ; il alercontrôle ouvrier à l'embauche et à la controle ouvrier, de poser la question Voilà l'exemple! l'avant-garde.

#### L'offensive patronale et la contre-orrensive ouvriere

Depuis deux mois, les travailleurs s'étaient engagés dans la voie de la lutte : malgre les trahisons successives de leurs chefs, ils ont à nouveau occupé une série d'entreprises, déclaré une grève générale : greve des Magasins, des transports, de l'Alimentation. des produits chimiques, des inscrits maritimes, de la metallurgie, déclanchées non seulement pour les justes revendications de salaires, mais comme riposte solidaire aux dicenciements de délégués ouvriers et syndicaux, au chômage croissant, aux brimades, aux coups de main fascistes, aux capitulations des diplomates syndicaux, aux attaques de plus en plus violentes du gouvernement, de l'Etat et du patronat contre leurs conquêtes.

Oui, dans ces luttes, c'est la question du régime, la question du pouvoir qui est posée! MM. Gignoux, Wendel, Michelin et Cie posent bien la question ils veulent imposer le régime barbare du fascisme pour sauver le capitalis-

me dans l'impasse. Eux ou nous! Leur « code de paix sociale », c'est le nom hypocrite du programme réactionnaire de la bourgeoisie : briser la semaine de 40 heures, désarticuler les conventions collectives, annihiler les délégués d'entreprise, abaisser le salaire par la rationalisation, interdire la grève par la loi, comme première éta-

### Conseil d'usine et parlement

Dans cette lutte, le Parlement capitule toujours. Son rôle s'efface. Il n'est même plus besoin d'un vote à la Chambre pour renverser le gouvernement (démission de Blum en juin, et de Chautemps en janvier). Cela veut dire que les travailleurs n'ont de garanties dans leur lutte que par l'existence de leurs propres comités. Pour la résistance et le combat efficaces, surgissent des Comités de grèves, des comités d'usines ou encore d'entrepri-ses, des comités de liaisons divers entre corporations. Les membres de ces comités, ces véritables délégués des

re ne peuvent etre une surprise que vrière en danger, dressant la vérita- solutions. pour ceux qui parlaient de remplacer ble force prolétarienne face au poupaix sociate avec le patronat, et la de- veloppant la démocratie pour les tra- Ouvriers, Paysans, Soldats.

La bourgeoisie, le patronat, le fascis- dire que dans chaque entreprise l'enme, savent, eux, ce qu'ils veuient. Au- semble des travailleurs (sans restric- et la crise du crédit cune « application » ne peut raientir tion d'age et de nationalité) doit désicontre-offensive. Il a dénonce sans re- se mettra en liaison avec ceux des demander à la Banque de France (soipit le plan du patronat, l'armement du usines ou entreprises voisines, ils se disant démocratique) 5 milliards. Cet- main sur les terroristes de l'Etoile. ascisme, la complicite de l'Etat-Ma- ront reliés par industrie et localité, ils te nouvelle inflation a provoqué la Mais il ne pourra pas nier que sa polijor. Il a demasque le role des cnefs ra- formeront un pouvoir puissant, capa- baisse automatique du franc. Pendant ce est au courant de toute l'affaire dedicaux, des Bonnet, Herriot, Daladier, ble de briser tous les assauts du capi- que les Capitalistes détiennent des diles mains des Banques et du Grand des Conseils de village, et des Comités anglaises, hollandaises, suisses, améri- ment ou l'on met en liberté toute une patronat. Il a dénonce la politique an- de soldats. Les soviets russes, qui ont caines, Bonnet fait marcher la planche serie de fascistes. ti-democratique des Blum et Dormoy, renversé la bourgeoisie en 1917, n'é- à billets, ruine le peuple et exécute le En meme temps, il craint com-

sage de la police et de l'armee contre avait donné l'exemple : 35 membres y vie des ouvriers. représentaient l'ensemble des travailment d'occupation des usines pour le tiellement reculer le pouvoir bourgeois, industries!

syndicats ne peuvent pas remplacer TION DES USINES. l'unité profonde de la classe ouvrière Les Banques ont lancé leur offensi-

ire ses forces !

t Comité Central).

Camarades.

qui organise la misère, le fascisme et la guerre.

sur le lieu du travail et de l'habitation.

Avec nos salutations bolchevik-léninistes.

temps et la rupture du Front Populai- permanents, proclamant la classe ou- létariennes peuvent confronter leurs des armees.

tansme, a teur exemple, se tormeront zames de muniaids dans les Danques de revoler ce nouver episode au mo-

Nous répondons : CONTROLE OU- et du Deuxieme Bureau. Le P. O. I. a massablement expliqué leurs. Comme dans les Comités de juin VRIER DES BANQUES ET DU CREaux ouvriers la nécessité de se liberer (canilisés plus tard par les lois Mati- DIT! FUSION DES BANQUES EN et encourage les coups de mains fasdu carcan que leur avait passe le gnon qui mutilèrent les attributions UNE SEULE! Suppression du secret cistes comme celui de l'occupation par

cessité d'organiser un vaste mouve- ta directement les ouvriers ; il fit par- débauche, expropriation des grandes le l'rimistère d'Ivry (assaut d'ailleurs

Il n'y a pas d'autre voie pour briser du pouvoir. Il a été au premier rang Les syndicats, et tous les partis ou la résistance du grand capital. TEL pour éclairer le combat, unir les tra-vriers doivent être au service de ces DOIT ETRE LE BUT D'UNE GREvailleurs révolutionnaires, organiser Comités. Les coalitions de partis et de VE GENERALE AVEC OCCUPA-

dans ses propres organisations démo- ve pour empêcher les révélations sur

Le P. O. I. s'adresse aux

Organisations Ouvrières

Mercredi. - Le ministère Chautemps, c'est la provocation la plus

Queuille aux Travaux publics! Steeg aux Colonies! Etc... Le mi-

nistere est farci de ministres de Doumergue, de Flandin, voire de Poincaré. Toute la presse de droite exulte. Elle a obtenu ce qu'elle

Maintenant les ouvriers qui soutenaient le «Front Populaire» 'est-à-dire L'ALLIANCE AVEC LE PARTI BOURGEOIS RADICAL

ont voir à quoi servira l'arsenal des lois votées par Blum, Chautemps

t Cie : il servira aux affameurs et aux massacreurs antiprolétariens

Ils comprendront la justesse de nos avertissements. Ils comprendront le sens des calomnies abjectes lancées contre nous, parce que

nous exigions une politique de classe pour faire face à l'offensive

L'heure est venue de renverser la vapeur. L'avant-garde doit ten-

Nous publions la lettre adressée par notre parti aux organisations

Aux organisations socialistes et communistes (sections, rayons, C.A.P.

La constitution du gouvernement Chautemps, que les travailleurs svolutionnaires considérent comme leur ennemi montre clairement qu'il

n'y a qu'une voie de salut : l'organisation d'un front unique ouvrier,

dressant le bloc immense des travailleurs contre la minorité d'exploiteurs

nationale, c'est faciliter la préparation des coups d'Etat fascistes que la

réaction prépare (malgré les révélations sur le C. S. A. R.). Cette voie est

ejetée avec une énergie de jour en jour plus grande par la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous proposons l'organisation du front unique prolétarien, contact organisé entre toutes les organisations ouvrières, avec la liberté

de critique et de propositions entières pour chacune d'elles. Nous avons

toujours posé la question de cette manière, et nous pensons que les événe-

ments démontrent chaque jour sa justesse. C'est dans ce sens que partout

asser dans la réalité les comités de masse groupant tous les travailleurs

Le P. O. I. a développé depuis juin 1936 un programme de classe qui

ecueille l'adhésion croissante de la classe ouvrière. Tous les militants veu-

ent être à l'avant-garde, dans le front unique nécessaire, pour en faire le

drapeau de la lutte contre le capita-lisme, son Etat, et son gouvernement.

Le B. P. du P. O. L.

nos camarades s'adresseront aux partis et aux syndicats afin de

Persévérer dans la voie de la collaboration de classes et de l'union

ouvrières. En même temps, notre parti organisera une série de réu-tions publiques qui seront annoncées par affiches.

oulait : un gouvernement de combat antiprolétarien renforcé

directe aux travailleurs. Sarraut à l'Intérieur, pour sauver les cagou-lards, réprimer en France et aux Colonies! Bonnet, Marchandeau pour continuer la manœuvre de Gignoux et des Banques!

La chute du gouvernement Chau- ouvriers, doivent se réunir en Congrès cratiques ou toutes les tendances pro- les « cagoulards » qui sont leurs ban-

Les fascistes, la haute finance et A bas le Gouvernement de réaction! l'industrie, les sommets de l'Eglise, liés la lutte des classes opprimées par la voir, de la réaction, protégeant et dé- Organisation de Congrès de Délégués dans la défense sangiante de l'Etat capitaliste, se démasquent.

Chaque prolétaire comprend que l'Etat-Major rasciste, patronal, policier et militaire exerce la terreur contre le peuple.

Le gouvernement s'est gardé de mettre en cause les chefs : le grand pa-Les Banques ont recommencé leur tronat, Tardieu, Laval, et l'Etat-Major

> Dormoy se fait gloire d'avoir mis la puis de longs mois. Il s'est vu forcé

soutenus par Thorez et Duclos : mas- talent pas autre chose que des Comi- plan des Banques : amener une nou- me la peste l'intervention des masses velle dévaluation tout en poursuivant ouvrieres dans ses enquetes, qui resgime d'exception contre les étrangers, Le Comité de grève de Goodrich, l'offensive directe contre le niveau de tent constamment continees aux cercies dirigeants de la Sureté Nationale

> les sections d'assaut de l'usine Gondo-Vignancour avec des camions contre magnifiquement repoussé par les ouvriers avec des pompes, a coups de bouteilles et de barres de fer). Pendant des mois, la presse, aiguillée par Chautemps, Blum, Kerillis, Thorez et Cie, a attaqué comme responsables des attentats terroristes, la classe ouvrière, les anarchistes, les « trotskystes ». Les techniciens de la police et de la provocation, bien qu'en possession de tous les éléments de la vérité, ne bougeaient pas. Daladier et Chautemps exigeaient le silence.

Socialistes et radicaux s'occupaient à briser les grèves en utilisant l'armée l'Humanité couvrait le grand capital français en soupçonnant unilatéralement la Gestapo. Chautemps déclarait : « Ces attentats ne sont pas

Et maintenant tous ces messieurs se démasquent eux-mêmes : 1. - Les attentats de l'Etoile, et toute une série d'autres ont été exécutés et organisés par des français, agents du Grand Patronat et de l'Etat-Major français! 2. — La Guépéou, qui a tenté de mêler la TVe Internationale à ces attentats est convaincue de calomnie, de provocation criminelle.

La liaison entre les fascistes français, espagnols, italiens et allemands est un fait évident. Mais cela ne diminue pas d'un iota la responsabilité directe, totale, et indépendante, du capital français dans l'organisation du fascisme. La C.G.P.F. a-t-elle besoin des sous-ordres de Franco pour mener sa propre politique criminelle contre les travailleurs? Les laboratoires de l'armée ou ceux de Michelin ne sont-ils pas assez bien outillés pour monter des bombes à retardement ? Les gros industriel et agrariens français ne sont-ils pas assez riches pour organiser des dépôts d'armes, des moyens de transports, etc...? Rejeter la responsabilité essentielle sur Hitler ou Franco, c'est vouloir innocenter Tardieu, La Rocque, Duseigneur, Wendel, Gignoux, Rothschild et Cie! Mussolini et Hitler ont été les maîtres, mais les élèves sont bien capables de voler de leurs propres ailes!

Contre les bandes fascistes armées : Armement du peuple, milices ouvrières, Comités de soldats dans l'Armée!

Pour ce programme de lutte, contre l'Union Sacrée et la préparation à la guerre, contre la coalition de tout le grand capital et des radicaux, le P.O.I. vous appelle au combat!

Rejoignez ses rangs! Préparez-vous à l'action commune des prolétaires sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> InternatioAprès le Conseil National

### La crise du Parti Socialiste

le mouvement ouvrier dans un sens les morceaux. En reanté, il faut pen-

Pour la première fois depuis le dirigeant, ne faisant que rapacher une congrès de Tours (congrès qui fut à lormuse lancee depuis deux jours par l'origine du parti communiste) Blum le P. C. arrivait un peu tard. Amsi,

est passé par bien des situations. Une chose dominait toujours dans sa politique, la preponderance de la droite cipation. rérormiste. Cette prépondérance, cette hegemonie s'operait au travers d'un d'une lutte. Et c'est ainsi que les pijeu de bascule dont Blum était le res adversaires peuvent dans certains grand maitre. Cela permettait tous les cas se voir imposer des situations alibis devant les adhérents et devant qu'ils n'avaient pas voulu. Toujou la classe ouvrière. Cela se traduisait est-n qu'a part cette formule... a hier, par la pratique des nègres-blancs, cette tendance n'apporte rien. Mais en fin de compte, ce qui enga-

mit de n'avoir plus à se préserver à amance d'inconcmanies. Parce que gauche de la critique communiste. Et c'est un rassembiement avec certaines on a pu noter depuis près de deux ans que la question intérieure au parti se laudrait encore preciser quel combat. posait d'une façon moins pressante pour les dirigeants. On était au pou- pat ? Pivert ne precise pas. On peut voir, cela exigeait des compromissions, vainement chercher dans ses articles entendait-on dans les conseils nationaux et les congrès du parti. Comme si la politique de ce parti avait été autre chose depuis 20 ans! C'est ainsi par exemple qu'au dernier congrès de Marseille, Blum obtint presque l'una-

On voit aujourd'hui es que vaut cette unanimité.

Ce qui est intéressant à observer, c'est que justement c'est au cours d'un disemme : ou former un gouvernement conseil national que le vote contre la socialiste homogène et être renversé participation a été obtenu. Cette assemblée est essentiellement composée de fonctionnaires fédéraux ou députés, moins perméables aux aspirations des Midi » du 18 janvier).

Zyromsky, représentant le centre, reprend la formule stalinienne. Il faut, dit-il, un gouvernement à l'image du front populaire. Quelle image ? Quel rensky français. Front populaire ? Celui d'hier. Mais en

La crise ministérielle aura marqué, politique on rassemble difficilement ser que cette tendance (ou plutot son

Le parti S. F. I. O., depuis la guerre, per, meme dans un gouvernement au tre qu'a tadite image, Zyromski s'en tenant a l'image, empechait la parti-

Dupucité mal réglée ? Non. Logique

Marceau Fivert parie, lui, d'un front geait le parti, c'était le groupe parie- populaire de compat. Sans comprendre La creation du front populaire per- terdit tout compat. Parce que c'est une couches de la bourgeoisie. Alors ? 11 Quels seront les objectifs dans ce comdes precisions.

Et d'ailleurs, Pivert compte-t-il dans sa formule les radicaux ? Ces derniers accepteront encore moins cette formule qu'ils n'ont accepté l'autre.

La question qui se pose, en effet, est celle du pouvoir. Et qu'a opposé la gauche à cette affirmation de Blum lorsque ce dernier a supplié les militants de ne pas s'enfermer dans ce par le Sénat, ou entrer en lutte contre la Haute Assemblée, ce qui pourrait entraîner la grève générale et provo-

Elle n'a rien opposé. De même qu'aux jours heureux (!) de juin 1936 elle n'opposait rien contre l'affirmation de Blum qu'il ne serait pas le Kc-

(Lire la suite page 2) 

La crise financière

### **EXPROPRIATION DU**

GRAND CAPITAL ! A des millions d'exemplaires, la « Dépenser moins, travailler dava le

laissent aussi passer le bout de geoisie.

Lisez par exemple l'économiste classique Jenny (« Temps » du 17 janvier):

TOUS A WAGRAM SAMEDI

### au MEETING

du Secours International

du Néo Destour Tunisien

et du Parti du Peuple Algérien

presse ment aux travailleurs sur la si- tage, assurer l'ordre et la paix sociale, tuation financière. Selon les capitalis- telles seront les conditions essentielles tes, ce sont les grèves qui font baisser de la stabilité de la monnaie». C'est le franc. Mais ces menteurs patentés le cri de ralliement de toute la bour-

> Mais lisez aussi ceci. Dans ses conclusions, le rapport de l'enquête sur la production affirmait : « L'indice francais de la production n'est qu'à 71 sur la base de 100 en 1929. Par rapport à cette même année, les charges publiques, budgétaires et extra budgétaires se sont lourdement aggravées (plus de 100 milliards au lieu de 75) en même temps que les salaires horaires des travailleurs de l'industrie ont augmenté, par rapport à 1929, dans une proportion importante. »

Lamoureux déclare en même temps: « Il n'y aura pas de redressement économique et financier durable tant que ces 80 milliards ne seront pas venus

Lisons aussi ce qu'écrit l'« Economist », revue économique anglaise très bien documentée, 4 décembre : « La hausse des prix et le poids des impôts freine la concurrence des nouvelles entreprises avec les vieilles qui ont profité de la dévaluation du franc de 75 à 150 (pour la livre sterling). Par suite, le revenu mensuel de nouveaux investissements de capital dans de nouvelles entreprises furent de 3 millions de francs dans les dix premiers mois de 1937 alors qu'ils étaient de 4 millions dans la même période de 1936, 11 millions dans les dix premiers mois de 1935 et 40 millions dans le même mois de 1934.»

Mettons en bon français tous ces chiffres qui ont l'air si mystérieux dans les journaux bourgeois. Ils veulent dire ceci :

1º Les grandes banques placent des milliards à Londres, à Amsterdam, à Bâle, à New-York. Elles rangonnent l'Etat, refusent d'investir l'argent dans la production.

2º L'Etat fait de l'inflation; il emprunte (soit à l'étranger, soit en France), c'est-à-dire qu'il gonfle encore la dette déjà énorme à un moment où la production stagne et où les prix montent. Il se fait avancer des billets par la Banque de France (plus de 2 milliards en octobre et 5 milliards à fin décembre); d'où sortie d'or et baisse du franc qui tend à re-joindre son niveau réel (160 ou 170 pour la livre actuellement).

3º Les spéculateurs se mettent de la partie. Les agioteurs, tripoteurs et voleurs de tout acabit (à commencer par les grandes banques) entrent dans le danse, vendent du franc et se préparent de beaux bénéfices. Ils ne sont pas la cause de la baisse du franc, mais la conséquence, les profiteurs.

4º La bourgeoisie, la bourse et les banques crient à la faillite et exigent comme disait Jenny: «dépenser moins travailler davantage », autrement dit : briser les 40 heures, diminuer le salaire réel, augmenter les bénéfices et le profit patronal. En même temps, volen une fois de plus les fonctionnaires et les petits rentiers par l'inflation et les

C'est la vieille tactique des grands pillards de l'épargne unis aux exploiteurs patronaux. C'est la stratégie classique des Wendel, Gignoux, Rothschild, Moreau, Finaly et Cie.

On dit que les socialistes et la C. G. T. sont pour le contrôle des changes comme remède. Qu'est-ce que cela signifie?

Par le fonds d'égalisation, le ministère des Finances exerce déjà un contrôle sur le change (sans ce contrôle la livre aurait coté la semaine der nière 155 ou 160). Il a aussi fermé le

Du point de vue capitaliste, le con trôle absolu des changes (c'est-à-dire l'interdiction des transactions monétaires internationales libres) n'est pas impossible (les Etats fascistes l'exercent bien).

Mais actuellement les grands capitalistes le repoussent pour deux raisons : d'abord parce qu'ils sont par-tiellement sous la dépendance de Wall-Street et de la City, et ensuite parce qu'ils veulent continuer à manœuvrer avec les 80 milliards (chiffre de Lamoureux) qu'ils conservent à l'étran-

Bonnet en personne ne serait pas hostile au contrôle des changes si les banques ne rencontraient aucune résistance dans leur domination; toute la presse qui parle au nom de la bourse ne le cache pas. Elle proclame tous les jours que la fin de la liberté monétaire serait liée à la fin des libertés démocratiques, c'est-à-dire à un régime de répression accentué contre la classe ouvrière, d'instauration

du fascisme. Mais ce dilemme est un mensonge canaille. Du point de vue des masse travailleuses, l'extension des libertes démocratiques est liée à une lutte implacable contre la domination du ca pital financier. Le contrôle des changes ne pourrait signifier que le contrôle de tout le crédit et des banques.

Ce contrôle, dans le cadre général du contrôle ouvrier et paysan sur la production, s'appuierait sur les masses et s'exercerait par elles, par l'intermé diaire de comités élus d'employés, de commissions techniques, en supprimant le secret commercial, toute la comptabilité étant mise sous les yeux du peuple.

Pour cela, il faudrait fusionner toutes les grandes banques, tout le système du crédit, en une seule (ou au moins en deux ou trois instituts) sous la direction et le pouvoir du proléta

1 22 22 2 Voilà l e seul moyen d'échapper à la ruine et à la faillite, de répartir le crédit à bon marché aux petits paysans et artisans, de garantir l'épargne des petits travailleurs (que les bandits capitalistes font périodiquement eva-porer par la dévaluation, les conversions, etc.) C'est la voie préconisée par le parti ouvrier, en dehors de laquelle n'y a pas de salut. Les usines et les banques, c'est-à-dire la production et le crédit, peuvent fonctionner sans la main-mise du grand capital. A bas les voleurs capitalistes! Vive l'expropriation du grand capital!

### " Quatrième Internationale

Le numéro 4 de notre revue s'enlève rapidement. Nous demandons à tous les dépositaires de régler sans tarder leur vente. C'est la condition de la paréution à temps prévu au numéro 5, au début de février.

Naville 1333-80 Paris.

## jouer dans le redressement du pays le rôle qui est le leur ». Il ajoute qu'une conversion (lisez dévaluation !) des REGROUPEMENT IMPÉRIALISTE

# Pactes à Quatre?

Un double trait marque la situation | actuelle en politique extérieure; toutes les puissances se réorganisent militairement dans des proportions formidables et toutes revisent leurs systèmes d'alliances. Le monde dépense un milliard par jour pour la guerre. Les antagonismes sans cesse renaissants ou renouvelés des rivalités impérialistes et les convulsions de la lutte de classe obligent toutes les puissances à de constantes « adaptations ». Surtout depuis la guerre, les exigences de la poitique mondiale qui entraîne dans son cours toutes les nations, contrecarrent et bouleversent dans son jeu les positions et les combinaisons de la politique européenne.

En Extrême-Orient, le Japon mène son offensive, appuyé par l'axe Rome-Berlin. Mais l'Allemagne ne veut à aucun prix se heurter avec l'Angleterre. Elle est atteinte par le Japon dans ses intérêts de troisième impérialisme spoliateur en Chine. Aussi ses protestations d'amitié pour le Japon se doublent-elles d'envoi d'armes et de munitions à destination de Tchang Kai

En Espagne, la même Allemagne apporte peu d'appui à l'Italie. Elle ne veut pas perdre la bienveillance an-glaise pour prix d'une alliance italienne. On l'a bien vu au moment des laissera jamais l'Italie s'implanter en Espagne et acquérir la prépondérance en Méditerranée, où elle lui oppose, d'autre part, à l'Est, l'alliance angloturque et un roi pro-anglais en Grèce. Elle ne laissera jamais réaliser par 'Espagne l'encerclement de la France, son soldat sur le continent. La politique des conservateurs anglais dans le conflit espagnol est conduite par le souci d'y maintenir le capitalisme et l'y garantir ses intérêts.

De même la bienveillance anglaise en Europe centrale et orientale s'appuie-t-elle sur la connaissance de l'anagonisme profond qui y oppose l'Allenagne à l'Italie. Actuellement l'Italie cède devant l'avance allemande pour ussurer, en compensation, ses posi-ions en Méditerranée et asseoir sa lomination en Ethiopie et malgré la ourde résistance de l'Autriche et de a Hongrie. Mais l'Allemagne n'assure ien, en définitive, à l'Italie en Médierranée, qui dépend du bon vouloir inglais. Voilà une des faiblesses de 'axe Rome-Berlin.

Actuellement paralysée en Extrême- malgré toutes les garanties. Non pas à que dans une faible mesure d'elle-Orient par les événements d'Espagne, cause des visées « révolutionnaires » même. et en Espagne par les événements d'Extrème-Orient, l'Angleterre est obligée d'adapter sa politique européenne aux exigences de sa politique mondiale. Il lui faut rompre ce cercle; parvenir à créer, sous son égide, un accord européen, à tout prix, même au prix de concessions substantielles. Aussi Chamberlain revient-il obstinément à l'idée d'un pacte à quatre, qui permettrait au bloc de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Angleterre et de la France de trouver un règlement aux questions européennes. Mais l'Angleterre se heurte, dans ce

dessein, à plusieurs obstacles. A la France, qui craint de faire partiellement les frais de l'opération, de sacrifier sa domination financière et militaire, déjà compromise, sur la petite Entente; de voir ses communications avec l'Afrique du Nord menacées; de perdre à coup sûr les restes de son hégémonie européenne. A l'Italie, qui veut qu'on fasse désormais une place beaucoup plus large à ses visées impériales et qui se heurte à l'hégé-monie maritime de l'Angleterre. Et surtout aux -Etats-Unis qu'un antagonisme d'intérêts profond affole, sur le plan mondial, à l'Angleterre ; qui craignent de perdre avec ce pacte leur contrôle économique et financier de l'Europe; et qui ne laisseront pas, par là même, l'impérialisme britannique se dégager par un compromis des intrigues européennes.

De plus, un tel pacte laisserait les mains libres au bloc germano-japonais soutenu par l'Italie contre l'U.R.S.S. La bureaucratie stalinienne n'ayant plus confiance dans le prolétariat ni intérêt à son soulèvement, doit donc tenter de desserrer l'étreinte, en s'appuyant sur les impérialismes occidentaux. Elle oppose donc au pacte à quatre européen un pacte à quatre mondial, qui permettrait à l'U.R.S.S., aux Etats-Unis, à l'Angleterre et à la France de s'assurer une supériorité économique et militaire formidable.

Bien des difficultés s'opposent à la réalisation de ce plan. Le profond an-tagonisme entre les Etats-Unis et l'Angleterre leur interdit toute coopération directe et permanente dans le règlement des problèmes qui se po-sent à l'échelle mondiale. Surtout les impérialismes occidentaux sont peu enclins à participer avec l'U.R.S.S. | S.S. et dont la réalisation ne dépend | tées.

de l'U.R.S.S. - les impérialismes constatent de plus en plus l'entière bonne volonté de la bureaucratie stalinienne à sacrifier les intérêts des leurs à ses alliances impérialistes mais à cause de l'antagonisme qui oppose l'économie déclinante de ces im-périalismes à l'économie de l'U.R.S.S. en progression constante. Ils ne veulent donc pas s'engager avec l'U.R. S.S. dans la voie d'une direction commune de la politique mondiale. Ils connaissent, en outre, fort bien, les probabilités de crise gigantesque que récèlent les antagonismes soviétiques et craignent le renversement possible que peut, ici, réserver un réveil révolutionnaire dans le monde.

Dans cet enchevêtrement, seul apparaît nettement l'axe Rome-Berlin, épaulé par le Japon. Mais son défaut essentiel est de ne pouvoir constituer à cause de sa faiblesse économique, une base assez solide pour une politique mondiale, seule réellement à l'ordre du jour.Sa force n'est faite que de l'énorme crise sociale qui secoue les assises du monde capitaliste et lui permet d'inviter les impérialismes « démocratiques » à une sainte alliance bourgeoise.

« Demain, l'Europe sera fasciste », s'écrie Mussolini, qui ajoute en lui-même « car c'est votre intérêt et la seule voie pour en sortir ». Par cette affirmation, l'axe Rome-Berlin apparaît comme l'avant-garde consciente de la bourgeoisie réactionnaire d'Eu-

Ces contradictions ruinent la stabilité de l'impérialisme français en politique extérieure. Il voit s'éloigner de lui les « Etats vassaux » qui préfèrent réserver leur liberté de manœuvre et « garantir leur sécurité » en vue du prochain conflit. Il est entraîné par 'Angleterre dans la voie du pacte occidental, qui exige un relachement complet du pacte franco-soviétique, générateur inévitable des deux blocs violemment antagonistes en Europe La France hésite. La crise sanglante et prolongée de la bureaucratie stalinienne l'a rapprochée de l'Angleterre. Elle oscille entre le pacte à quatre occidental, que Chamberlain tente de remettre sur pied, et le pacte à quatre mondial proposé par l'U.R.

Ces hésitations ont clairement apparu dans le relâchement du pacte franpo-soviétique au cours des événements d'Espagne; dans la reprise d'une activité diplomatique « pacifique » orientée vers l'Allemagne et, moins accentuée, vers l'Italie; enfin dans la tournée de voyages de négociations et d'adaptation de Delbos en Europe centrale et orientale.

On comprend mieux ce chaos d'intérêts, quand on le voit se dérouler sur la base d'un capitalisme déclinant où la capacité productive se réduit sans cesse, dont l'industrie des armements constitue le secteur le plus important, le seul actif. Cette situation engendre des antagonismes sociaux d'une violence auparavant inouïe. De ce facteur dépend l'issue de la situation vers la guerre ou vers les conflits de classes et la révolution. La guerre civile espagnole et la résistance chinoise révèlent l'importance décisive de ce facteur dans le développement du monde et la transformation des objectifs et des combinaisons impérialistes.

Il ne s'agit donc point d'une illusoire opposition entre démocraties et fascismes, même si le regroupement provisoire des alliances devait se faire conformément à ce slogan. Il s'agirait de nouveaux brigandages impérialistes, qui, sur la base d'une économie déclinante, mettrait décisivement en jeu le sort de millions de travailleurs, 'économie étatique et planifieé en U. R. S. S. et le destin même de la civilisation en Occident. Seul, l'élargissement et l'approfondissement de la lutte des classes peut détourner le monde de cette pente fatale. Dans la mesure où le réveil révolutionnaire des masses rejettera le cadavre de la II Internationale, l'appareil d'étouffement sanglant de la IIIe sera capable de créer l'instrument de la victoire. le parti prolétarien mondial de la IVe Internationale; dans cette mesure seulement il détournera la guerre par la révolution sociale. Et s'il n'a pu éviter la guerre, au moins y sera-t-il entré dans les meilleures conditions de lutte pour y attendre, ayant forgé ses cadres, le moment où l'ampleur même du carnage engendrera l'explosion ré-

### Après le Conseil National

(Suite de la page 1)

Pour Blum, la grève générale ne pourrait que provoquer la réaction fasciste. Cela n'étonne pas chez un homme pour qui tout est malheur quand la classe ouvrière se met en branle, surtout pour conquérir le pouvoir et en faire justement le Kerensky francais.

Et la gauche révolutionnaire? En réalité, cette tendance est ellemême soumise à bien des tendances. Prise entre la droite réformiste et la pression révolutionnaire des masses, elle représente à la perfection l'esprit que nous qualifions de centriste.

Toujours est-il que le vote de cette nuit du 17 janvier change pour beaucoup la situation interne de la S.F.I.O. En ce sens, elle ouvre une possibilité dans le mouvement ouvrier lui-même. Mais il faut que cela ne reste pas sans endemain. Il faut que cela soit le premier acte du regroupement ouvrier. Il faut que les ouvriers socialistes comprennent la nécessité absolue de se faire avec nous le champion de ce rassemblement. Il faut, enfin, qu'elle précise son programme et ses objectifs qui doivent être les objectifs de classe lu prolétariat. Nous posons la question dans notre lettre publiée plus haut. Les militants de la G. R. ont la

Dans les P. T. T.

### Aveu de trahison

Les comptes rendus des Commissions exécutives syndicales ou fédérales ne nous apprennent d'habitude pas grand chose; à peine certaines interventions sont-elles mentionnées. Ce qui suit n'a donc que plus de valeur. A la C.E. fédérale du 4 jan-vier, Perrot, secrétaire fédéral donnant un compte repdu d'une déléga-tion chez Chautemps, dit : « Nous avons noté que l'ambiance de ces jours derniers était extrêmement favorable à une action des Postiers; mais que les militants responsables ont voulu encore une fois faire crédit à la parole du gouvernement. » (P.T.T. du 6 janvier 1938.)

C'est l'aveu très explicite que nos responsables syndicaux ont agi contre la volonté des travailleurs des P. T. T., puisque le moment était ex-trêmement favorable. Ges messieurs de la rue Lafayette considèrent toujours le moment défavorable; cette fois-ci ils ont dit le contraire, mais n'ont rien fait.

Que dire, alors, d'eux. Si ce n'est qu'ils vont contre leur mandat, qu'ils trahissent!

Il est exact que les Postiers vou-laient nasser à Paction et voien mou-vement des P.T.T. dans les jours derniers aurait eu un retentissement

> Nous avons donné dans la Lutte Ouvrière quelques renseignements montrant l'esprit de lutte des camarades du Central Télégraphique de l'Interurbain de Paris et des Ambu-lants du P.L.M. Points stratégiques pour le succès d'un mouvement national. C'est sans arret que les or-dres du jour des Sections de Paris et de Province arrivent au bureau de la Fédération Postale ou de ses syndicats, pour une lutte effective, confirmant ainsi les décisions du dernier C.N.F. qui prévoyait l'arrêt du travail. Mais tout cela est resté lettre morte. Les petites querelles personnelles entre dirigeants des divers syndicats nous ont montré les dessous de l'affaire. Le Professionnel luimême n'accusait-il pas le Secrétariat de la Fédération d'avoir donné une fausse interprétation des décisions du C.N.F. au Comité Central des Servi-

ces publics ? Le désir de lutte se manifeste aujourd'hui, concrétement par les ma-nifestations des Ateliers du Boulevard Brune, des centraux Anjou, Gutenberg, Elysée, du meeting des ouvriers, rue Mathurin-Moreau, etc. Ces mouvements sporadiques iront obligatoirement en s'amplifiant en raison de la politique de défaite des directions syndicales et de la situation tragique faite aux travailleurs des

Camarades! C'en est assez! Le Gouvernement Chautemps nous a berné et aujourd'hui voyant le danger qui pesait sur lui, il mit en avant - le Contrat moderne du travail véritable intégration du Syndicalisme dans l'Etat - et quel Etat ? l'Etat bourgeois, instrument de répression contre les travailleurs. Jules Moch, se fait le grand champion le cette loi édictant la valeur des décisions syndicales. Nous sommes la sur la pente du système corporatiste italien : Jouhaux, Frachon et Cie acceptent sans réserve.

Nous subissons les augmentations des transports (métro, autobus, chemin de fer), des loyers et autres décisions budgétaires. Nous n'avons obtenu qu'une indemnité dérisoire, qui ne correspond en rien au coût de la vie. Nos traitements sont encore anormalement bas, les auxiliaires moins de 20 et 18 ans reçoivent des salaires de famine.

Nous n'avons que de vagues promesses sur les 40 heures et nous courrons le danger d'une loi de principe; ce sont les 5-8 que nous voulons.

Pour cela, il est nécessaire que les marchandages dans les couloirs parlementaires ou les antichambres ministérielles fassent place à une lutte effective des travailleurs des P.T.T., des services publics, et de la classe ouvrière toute entière. Que la C.G.T. reprennent sa liberté

d'action et étudie dans un Congrès National, le problème de l'unification des luttes actuelles.

ARNAUD.

### L'impérialisme Colonial continue

## SIX MORTS A BIZERTE

le la C.G.T. Tunisienne contre la déportation en Algérie, de son secré-

aire à Bizerte, Hassen Nouri. Six morts, vingt blessés! Dans la presse française, cela s'appelle des incidents », comme les trente as-sassinats de Metlaoui et de Moknine.

Les agents des Sarraut, des Moutet et des Doriot ont prétexté que les manifestants avaient jeté des pierres, avaient distribué des tracts provoca-teurs. On connaît la chanson. Les provocateurs, c'est la police elle-mê-

Ci-dessous, nous reproduisons nformations essentielles d'après 'Action Tunisienne du 11 janvier (organe du Néo-Destour):

« Les manifestants avaient décidé d'aller directement au Contrôle remettre leur protestation. A 10 heures, la colonne quitte le local du Parti, ayant à sa tête le Président de la section Habib Bou Gatfa et les membres du bureau ainsi que le bureau de l'Union des Syndicats respectifs. Ils se sont engagés sous une vonte, la rue de l'Ancien Canal, large de 2 mètres 50 au plus. Au bout de la rue, le commissaire Filippi, ses agents et des soldats barraient la sortie de la voûte.

« Face à face avec Bou Gatfa : celui-ci lui dit qu'un cortège pacifique devait se rendre au contrôle pour remettre une protestation.

« Le Commissaire, énervé, arrogan même, n'a rien voulu entendre et a sorti son revolver, le braquant sur Bou Gatfa qui était seul devant lûi; il l'a même bousculé.

« Mais, pour éviter des incidents, Bou Gatfa a demandé aux manifestants de retourner au local. Il a traversé la foule qui l'a suivi.

« La ruelle était étroite et la foule dense, les manifestants avançaient assez lentement. Le commissaire Fi lippi a donné ordre aux soldats de dégager la rue. Ceux-ci, à coups de crosse, sont tombés sur la foule, qui s'est repliée. C'est à ce moment que trois personnes du service d'ordre furent contusionnées par les crosses de leurs camarades.

« Le cortège, toujours en ordre, déboucha dans le boulevard Marmier et a atteint la rue d'Alger.

« De l'endroit où a eu lieu la rencontre avec Filippi à la rue d'Alger, il y a plus d'un kilomètre. Les manifestants l'ont parcouru en ordre.

« Une partie de la colonne a es-Faltes le versement des aborne-ments et souscriptions au C. C. Postal min, le Contrôle Civil. Arrivé à la rue d'Alger, elle s'est heurtée de nou-

une manifestation troupe.

« Abdel Jelil Senoussi, un des manifestants, s'est présenté au commissaire et lui dit : « Inutile d'employer la force, nous avons une simple protestation à remettre au contrôleur. Nous allons y aller en ordre. » « Le commissaire lui répondit sur

un ton plutôt agressif : « Je ne

comprends pas. »
« Il sortit alors deux revolvers de gros calibre, et tira. Un de ses agents en fit de même. A ce moment l'ordre fut donné à la troupe de tirer. Une salve partit. Une des balles, dans sa trajectoire, alla contre une conduite d'eau - celle d'un garage Citroen, situé à 300 mètres - et la

perça. « Les manifestants n'ont pas entendu de sommations. Il n'y a pas eu de pierres jetées, la rue était propre, goudronnée et bordée de maisons neuves.

« Le tir aurait duré deux bonnes minutes ».

« Les manifestants tombaient, qui mortellement atteints, qui blessés grièvement. Fuite, bousculades. Six victimes gisaient sur le sol, baignées

dans leur sang. « Une des balles tirées par le commissaire traversa le crâne du journalier Mohamed Dhaouadi, dont la cervelle jaillit contre le mur. Les traces furent lavées par un jeu d'eau bien avant, disent les témoins, que le Parquet ne fût sur les lieux. Quelques manifestants rebroussèrent che min pour porter secours aux blessés La cavalerie, précédée de deux tanks

fonça sur eux. « Les malheureuses victimes sont tous des ouvriers : Salah ben Ali employé à la Société Hersent, âgé de 16 ans; Djelloul El Mettari, maçon 26 ans; Mouhamed Rejiba, journalies 30 ans; Mohamed Dhaouadji, dit Marabbou, journalier, 28 ans; Hadi Ben Ali Bou Chemla, 22 ans, furent emportés à l'Hôpital. Parmi les blessés un jeune homme de 14 ans, Abdel Aziz Karoui et Rejeb Toumi, qui a dû être amputé. »

Et voici la ville après le crime :

« La ville est triste, toutes les boutiques sont fermées, les cafés aussi A chaque coin de rue, une section de soldats l'arme à l'épaule. On filtre les passants, peu nombreux d'ailleurs. Un avion volant bas, évolue sur la ville. Des tanks labourent les rues. La cavalerie fait des démonstrations. Un état de siège en règle, ou plutôt une ville conquise.

« ... Un déploiement de 3.000 soldats environ. »

Toute la presse fasciste est déchaî-

Le 8 janvier, la police française a veau au même commissaire et à la pnée. Le Populaire et l'Humanité ne l valent pas mieux. Ils accusent les syndicats tunisiens d'être fascistes. Le P.O.I. défend, lui, le droit des ouvriers tunisiens (ou marocains et algériens) d'avoir leurs propres syndicats, et non d'être soumis aux directives des Jouhaux et Frachon, domestiques de la bourgeoisie française. Nous sommes pour le droit du peuple tunisien à disposer de lui-même, et en tout cas à se grouper dans ses propres organisations syndicales e politiques. C'est sur cette base seule ment que pourra être nouée la véritable fraternité des ouvriers français et Nord-Africains.

### Libérez TA-TU-THAU

Ta-Thu-Thau dont l'état ne s'améliore pas, est toujours maintenu en prison. En désespoir de cause, les médecins du gouvernement déclarent que olus on s'occupe de lui plus il sera malade. Le ministre Moutet qui le conserve en prison, ose traiter celui qui totalise des mois de prison et deux grèves de la faim de simulateur. Parmi les médecins-geôliers-légistes le docteur Fabry est un des chefs des Croix de Feu locaux. Comme le procureur de la République de Saigon est Croix de Feu, et le président du tribunal correctionnel Bonnet est camelot du roi.

#### OCCUPATION DE LA RIZERIE D'EXTREME-ORIENT A CHOLON

Le 27 décembre, 126 coolies de la Rizerie d'Extrème-Orient furent renvoyés brusquement sans aucun motif. Le patron a voulu se soustraire à l'application de la journée de 8 heures et des 10 jours de congé payé. Il était pourtant lié par un contrat collectif signé en mai 1937 pour mettre fin à la grève des coolies et portant que le renvoi sans motif serait impossible. Le 31 décembre, les 126 lock-outés ont occupé la rizerie pendant une partie de la matinée. Une trentaine d'agents, commissaires en tête, sont accourus à l'appel du patron pour les expulser.

#### MOUVEMENT DES TAILLEURS ET DES COIFFEURS

Les ouvriers tailleurs de Saïgon qui sont de 350 à 400, sont tous en grève pour obtenir les huit heures, les congés payés, le salaire fixe à la journée et non plus aux pièces. La plupart des patrons ont cédé. C'est d'ailleurs nement du front populaire.

### MESSALI a nouveau condamné

Alger. - Le 7 janvier s'est déroulé le procès d'appel contre le jugement condamnant les dirigeants du parti du peuple algérien.

Me Berthon donna le soir une réunion privée, salle de l'Entr'aide féminine laïque. Cette conférence avait pour but d'instruire les travailleurs algérois sur la répression féroce dont Messali et ses compagnons sont l'ob-

La salle était comble. Me Berthon et Déroulède mirent en lumière l'attitude contradictoire du gouvernement Front populaire qui avait promis la mise au régime politique des accusés et qui laissent le gouvernement général de l'Algérie agir à sa guise, c'està-dire que le gouverneur Lebeau maintient au régime du droit commun des gens qui n'ont commis d'autre crime que celui de vouloir plus de liberté pour les travailleurs opprimés de l'Afrique du nord.

La trahison des staliniens qui laissent sans même protester la clique co-Ionialiste emprisonner les défenseurs du peuple est apparue aux yeux de

Les coiffeurs ayant voulu faire grève la semaine dernière, mais conseillés par les staliniens, ils ont finalement encaissé la journée de dix heures sur la proposition du gouvernement. \*

la période des commandes car on approche du Têt (jour de l'an annamite).

#### LE SOUFFLE REPUBLICAIN ET COLONIAL

Brévié vient de désigner un des délégués nommés par lui pour siéger avec les élus des diverses assemblées au grand conseil des intérêts économiques. Son choix s'est porté sur le fasciste notoire Darles, le bourreau de Thai Nguyen dont il fut résident, aujourd'hui directeur de «l'Impartial», organe de la Banque d'Indochine. C'est lui qui appela à la mobilisation générale des «Français honnêtes» contre l'arrivée en Indochine d'Andrée Viollis.. C'est lui qui mobilisa les Croix de Feu locaux pour saboter la réunion d'Honel, qui fut supprimée.

Le 28 novembre, les staliniens ont tenu un grand meeting à Saïgon, rue Boresse. Ils ont refusé la parole à nos camarades de « La Lutte » malgré les protestations des assistants. Bach-Mai développa un programme destiné à torpiller le congrès des masses indochinoises, déjà interdit par le gouver-

### SUR LE FRONT OUVRIER

Fin décembre, début janvier, grèves se multiplient : alimentation, transports, produits chimiques, inscrits maritimes, services publics parisiens. Après avoir subi la politique de la pause inaugurée par Léon Blum acceptée par la direction de la C.G.T. et des principales fédérations qui la constituent, la classe ouvrière manifeste à nouveau sa volonté de s'opposer au développement incessant depuis juin 1936 de l'offensive du patronat et de la finance. Malgré les lois bourgeoises du régime capitaliste, y compris la loi instituant l'arbitrage obligatoire votée par la majorité du Front populaire du parlement bourgeois, qui toutes garantissent le droit de propriété privée capitaliste, les exploités pratiquent la juste tactique gréviste d'occupation de masse des entreprises pour défendre ce qu'il reste encore de conquêtes arrachées à la bour-

geoisie française en juin 1936. Mais l'impossibilité dans laquelle se trouve le capitalisme décadent de supporter les frais de l'intégralité des réformes sociales de juin 1936, se fait jour de plus en plus. A nouveau, se trouve posée, avec incomparablement plus d'acuité et dans des conditions moins favorables pour la classe ouvrière la question de la vie ou de la mort du régime capitaliste.

La politique du front populaire, expression de l'alliance des chefs des organisations ouvrières traditionnelles et des chefs bourgeois du parti radical impérialiste veut être le médecin d'une société économiquement vouée à

Après les échecs successifs de toutes les tentatives de conciliation entre des classes irréductiblement inconciliables par l'institution de l'arbitrage obligatoire, puis de la politique dite de la pause, les dirigeants du front populaire tentent de briser, une fois de plus, le nouvel élan de lutte de la classe ouvrière. Ces dirigeants socialistes ou communistes ont l'impudence de se réclamer du marxisme, lequel enseigne aux prolétaires que la lutte des classes est le véritable moteur de

Cependant, à l'annonce par Chautemps, le 6 janvier, de l'établissement d'un code de paix sociale, et malgré la démonstration de l'exigence vécue depuis juin 1936 que l'abandon de la politique révolutionnaire de lutte de classes avait facilité le développement et l'intensification de l'offensive capitaliste anti-ouvrière, les chefs socialistes, communistes, syndicalistes, se sont précipités dans les bras de Chau-

temps-le-sauveur momentané. La bourgeoisie, patronat et haute finance, comprend toute la gravité de la situation pour l'existence de son régime. Elle a signifié à Chautemps, comme elle signifiera à son successeur, quel qu'il soit, qu'elle entend poursuivre la destruction systématique des réformes sociales qu'elle a dû cé-der en juin 1936 sous la pression formidable des travailleurs en lutte.

### Le plan de Gignoux

Dès le 8 janvier, le supplément heb-Des le 8 janvier, le supplement du domadaire de «L'Usine», journal du Comité des Forges, faisait connaître l'opinion de C.-J. Gignoux et de la Confédération Générale du Patronat Français qu'il préside :

« A l'heure actuelle où l'on constate sans cesse des occupations, des violations évidentes des libertés individuelles, il convient d'abord de rentrer dans la rigoureuse observation de la légalité existante et d'assurer avant toute chose la liberté du travail.»

Ce qui veut dire, mon cher Chautemps, nous n'aurons confiance en vous, nous patrons, qu'autant que vous saurez appliquer sans défaillance les lois bourgeoises, c'est-à-dire et en premier lieu que vous réprimerez comme il convient, avec la police républicaine, les occupations illégales. Bien sûr vous avez eu une attitude énergique contre les travailleurs des services publics parisiens, mais à Colombes, chez Goodrich, vous avez reculé...

Et Gignoux ajoute dans le même communiqué publié le 8 janvier : « Il pense que la responsabilité d'une législation nouvelle ne peut incomber

qu'au gouvernement et au parlement, et que si les consultations sont légitimes, il ne saurait y avoir lieu à des accords entre groupements, quels que soient les intérêts qu'ils prétendent représenter.»

Politiquement, cette partie du communiqué patronal peut se traduire ainsi : en juin 1936, nous avons dû signer les accords Matignon parce que nous ne pouvions pas faire autrement sans risque d'être contraints de céder encore plus, mais aujourd'hui la situation a changé, nous ne voulons pas prendre de responsabilité directe dans les décisions du gouvernement dont lui seul doit avoir la responsabilité. Moi, patronat, je garde ma liberté d'action vis-à-vis même de vous, Chautemps (où de votre successeur éventuel) parce que j'estime pouvoir imposer un gouvernement encore plus docile à mon égard qui ne manifeste aucune faiblesse vis-à-vis de la classe ou-

Mais bien que connaissant ce communiqué du 8 janvier, P.-L. Darnar dans «L'Humanité» du 10 « Peut-être enfin la Confédération du Patronat daignera-t-elle sujourd'hui laisser deviner le sens de sa réponse, qui peut être au surplus une réponse dilatoire. »

Pourquoi cette formule hypocrite sinon dans l'espoir que la C. G. P. F. pourrait encore permettre quelque manœuvre trompeuse pour les ouvriers, où on aurait présenté l'acceptation de la C. G. P. F. aux pourparlers comme une victoire ouvrière et une capitulation patronale, comme au moment de la reconduction pour dix mois des conventions collectives en juin 1937, ac-

### "Statut moderne du Travail c'est la grève hors la loi!

A bas les nouveaux "Accords Matignon"!

Et le 12 janvier, la presse quoticielle de la C. G. P. F. à Chautemps. Elle n'est que la paraphrase de son laire », «L'Humanité », «Le Peuple », tonitruent, dénoncent le refus patronal de participer à la discussion, sans en marquer le caractère politique de compat. Dans «Le Populaire» du 12, ce journal dignement réformiste qui condamna la grève des services publics, un article du pisse-copie Daniel Mayer est intitulé : «La dérobade du Patro-nat». La dérobade à quoi ? Ce qui n'empêche nullement Daniel Mayer d'écrire dans son article, sur le contenu du «Code moderne du travail»

### Le droit de grève en danger

«Le troisième point serait un véritable statut de la grève tel que nous l'avons bien souvent défini et réclamé. Par la reconnaissance du droit de coalition, il supprimerait pratique-ment les « occupations » d'usines, condamnées par le patronat. -»

En somme le patronat se dérobe (?) mais Daniel Mayer, son journal «Le Populaire» et son parti S. F. I. O. proposent à la classe ouvrière de subir les condamnations de ce même patronat! On ne peut être plus piètre valet de ce dernier.

Et « L'Humanité », qu'écrit-elle ? Le 12 aussi, Benoit Frachon intitule courageusement son article « Nous irons à Matignon», comme si ce n'était pas manifestement une habitude pour lui et ses amis d'essuyer les tapis des ministères. Il écrit en outre :

« Qu'on donne satisfaction aux modestes revendications des masses laborieuses et la tranquillité reviendra dans les entreprises.»

Et le «Temps», quotidien du capi-tal, le même jour écrit : « Il va de soi que dans un débat de

ble de modifier le régime social dans sa doctrine actuelle ne saurait être

Là nous voyons le « Temps » dres- attention, c'est au nom de la classe ser la barricade pour sauver son régi- ouvrière que les chefs de la C. G. T.

supplémentaire et nécessaire à la me d'exploitation capitaliste, tandis poursuite de leur offensive d'exploi- que Frachon assure ne pas mettre en cause son existence.

Ainsi, la bourgeoisie comprend pardienne fait connaître la réponse offi- faitement que l'existence de son régime est mise en cause. Alors que les chefs des partis socialiste et commucommuniqué du 8 janvier. «Le Popu- niste s'efforcent de convaincre diplomatiquement et en vain cette même bourgeoisie qu'eux ne veulent pas abattre le régime capitaliste. C'est pourquoi ils invitent la classe ouvrière à se laisser ligoter par ce fameux « code moderne du travail ».

Car enfin, qu'est-ce que ce «statut démocratique » de la grève sinon l'étranglement du droit de grève? Pour déclencher légalement la grève, il faudra aviser l'inspection du travail, attendre l'inspecteur du travail pour qu'il surveille les conditions du vote à bulletins secrets, puis, en cas de vote majoritaire pour la grève, éva-cuer l'entreprise pour la laisser sous la surveillance de cette même police qui sert d'instrument de répression contre la classe ouvrière, contre les peuples coloniaux, contre les travail-

eurs étrangers! C'est la fameuse intégration du syndicalisme dans l'Etat bourgeois qui se poursuit et à laquelle se prêtent volontiers les dirigeants de la C. G. T. Léon Jouhaux, qui s'y connaît en fait de collaboration avec les ministres et les patrons puisqu'il pratique cette colla-boration depuis 1914, n'a-t-il pas indi-qué que c'était Millerand l'auteur du premier projet législatif visant à instituer le statut dit démocratique de la grève? Cette seule référence suffi-rait à provoquer la méfiance des novices et leur hostilité complète.

De plus, le vote à bulletins secrets pour décider d'une grève ne peut que faciliter l'action des jaunes qui n'auront plus la crainte de s'affirmer en tant que tels dans les entreprises. La classe ouvrière ne peut faire ainsi abandon de la pression de masse qu'elle exerce justement à l'égard de tous les valets du capital qui se glissent dans ses rangs. Des camarades ouvriers diront

Qu'ils votent tout ce qu'ils voudront, ils ne nous empêcheront pas de monter sur l'établi, d'appeler au débrayage cette sorte, aucune réforme suscepti- et d'occuper au moment utile!» Oui, c'est viai, la combativité ouvrière est grande et peut balayer par sa force unie les lois bourgeoises. Mais

voudraient accepter le code moderne du travail. Et si celui-ci est voté, ces mêmes chefs feront comme pour l'arbitrage obligatoire : ils s'efforceront de le faire respecter par les ouvriers eux-mêmes en les divisant comme

Ce sont ces mêmes chefs qui voteront des résolutions comme celle de la Commission exécutive de la Fédération des produits chimiques, réunie extraordinairement le samedi 8 janvier où à la suite de la sentence odieuse de Chautemps sur le conflit Goodrich. Cette résolution dit :

«La Commission exécutive fédérale déclare ne pouvoir être d'accord avec a sentence rendue par M. le président du Conseil, mais s'inclinant devant la loi, elle subira cette sentence, alors que de nombreux patrons ont eu la iberté de ne rien appliquer. » (« Humanité » du 11 janvier 1938).

Quelle criminelle politique pour la lasse ouvrière!

Non, camarades communistes, socialistes, syndicalistes, vous ne pouvez accepter que l'on vous ligote au grand avantage des patrons.

Souvenez-vous des résolutions des Conseils nationaux de vos fédérations respectives, toutes elles marquaient sous votre poussée de classe votre volonté d'arracher par la lutte ce que Frachon appelle « les modestes revendications des masses laborieuses ».

Aujourd'hui, après l'enquête sur la production qui est toujours une menace directe et sérieuse contre les 40 heures, et devant votre volonté manifestée à maintes reprises de résister à l'offensive patronale et capitaliste, on veut vous faire subir une strangulation d'apparence doucereuse mais qui, en réalité, peut mener les masses aborieuses à un écrasement sanglant.

Le manifeste de notre parti vous crace la voie. Dans un front unique de classe, nous lutterons ensemble pour monter, en définitive, à l'assaut de la citadelle capitaliste et la détruire.

\*

### Calberson a constitué un syndicat jaune

Dans une lettre du 12 janvier adressée à la clientèle, la société des trans-ports rapides Calberson expose à sa manière comment s'est déclenchée la grève avec occupation le 23 décembre iernier. En particulier, un paragraphe de cette lettre est significatif sur

e rôle d'un syndicat professionnel « Une grande fraction de notre personnel proteste contre cette grève, qui serait terminée si la liberté du travail était assurée et si nos locaux étaient évacués. Nous avons, en effet, obtenu des ordonnances dévacuation qui ne sont pas exécutées faute d'ordres supérieurs. Pourtant nous pourrions reprendre notre exploitation avec le personnel qui nous est resté fidèle et qui

### Amicales Socialistes et fonds secrets

Nous savons que dans les Amicales Socialistes se trouvent des travailleurs sincèrement partisans de la lutte de

Malheureusement, leur organisation laborer avec le patronat. Les Cahlers Rouges (pivertistes) publient à ce sujet des documents precis. D'abord, des circulaires de Desphilippons, envoyées aux responsables, avec un texte d'ordre du jour à faire voter (après Clichy) pour dénoncer « les manœuvres des provocateurs hitlériens glissés dans nos rangs » et affirment « l'affectueuse sympathie » à Dormoy le fu-

Mais voici mieux, extrait de l'Amicale de la finance :

Banque de Paris et des Pays-Bas « Aucun de nos camarades de l'Amicale socialiste n'a jamais contesté que la Banque de Paris soit l'un des meilleurs établissements bancaires de la place en ce qui concerne les conditions faites au personnel employé.

« Cela tient surtout à notre avis, à la présence à la tête de la banque de M. Finaly et du chef du personnel, dont nous connaissons la bonté et la délicatesse. Grâce à eux, la Banque de Paris n'est pas un établissement comme les autres...

« Notre Amicale n'a pas été consti-tuée pour faire de l'agitation dans la maison ou nuire à ses intérêts, ou créer des difficultés à ceux qui ont la charge de la diriger. Nous sommes, au contraire, intéressés à la bonne marche de la banque, au développement de ses affaires et, également, à l'aug-mentation de ses bénéfices..., car l'a-mélioration du sort de ses salariés est intimement lié à la réussite de l'entrorise qui les emploie. »

Enfin, ceci :

« Le dimanche 19 décembre 1937, Desphilippon prend la parole à Clermont-Ferrand à l'assemblée des Amicales socialistes du Puy-de-Dôme. Il y définit « en une belle péroraison, les deux mots d'ordre : Discipline et Travail, à appliquer dans les Amicales » (« Populaire » du 21 décembre 1937.)

« Une semaine après le dimanche 26 décembre, M. Georges Bonnet déclare au Sénat : « Un effort de travail ne suffit pas... Il faut aussi un effort de discipline. »

Mais les « Cahiers Rouges » n'osent pas dire la vérité :

Les permanents des Amicales sont PAYES SUR LES FONDS SECRETS par René Brunet, qui était sous-secré-taire d'Etat de Georges Bonnet!

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\* est groupé dans le syndicat «maison»

signataire de la nouvelle convention. » Ainsi, nos camarades grévistes de faire avec ce syndicat « maison » Les syndicats professionnels sont des syndicats jaunes; ils seront brisés par l'action organisée. Vive la lutte de

### Discussion avec les Anarchistes du 18°

Vendredi 14, la F. A. F. (Fédération Anarchiste Française) tenait un mee-ting dans le 18°. Peu d'assistants, mais surtout des camarades anarchistes de l'U. A. Deux orateurs de la F. A. F. a été mise debout justement pour coi- exposerent leur point de vue. C'est un retour à l'anarchisme classique. On ne parla de l'Espagne que pour dire que les anarchistes de la C. N. T. et de la r'. A. I. s'étaient trompés. Aucune explication, aucune leçon n'a été tirée de ces evenements.

Notre camarade Elie, du groupe local, expliqua que le monde n'était pas divise en ponticiens et en non policiciens, mais en classes inconciliables. et qu'en tout cas, il faudrait alors deinir ce qu'on appelle la politique et es politiciens. Puis, prenant l'exemple spagnol, il montra que justement la J. N. T. setait laisse entrainer dans a voie qu'elle a suivi (et qu'elle coninue a suivre) parce qu'elle n'avait pas de... pontique revolutionnaire; que le stammsme fui, pour avoir des objecns reactionnaires, n'en avait pas moins une politique et qu'il sut l'imposer parce qu'il était le seul à en voir une. Il rappela que le problème de l'Etat ne se pose pas dans les luages mais dans la réalité de la lutte de classe. Et que si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir, la bourgeoisie sait, elle, le saisir.

Notre camarade fut écouté avec atention. Et un membre de l'U. A. du 18° vient montrer par son intervention intéressante évolution de nombre de camarades de son groupement. Il marqua son accord sur le mot d'ordre de « Milice ouvrière » et développa à ce propos un point de vue prooche du notre. Bonne réunion, en ce sens qu'une discussion fraternelle eut lieu, aissant entrevoir d'excellentes possipuités communes.

### Avec les lock-outés de Wattlez

property of the property of th

Les 700 ouvriers de chez Wattlez, en majorité Nord-Africains - ont été lock-outés à la suite de la grève goodrich. Cette boîte dépend entièrement de Goodrich (pulvérisation du

La direction a réembauché un faible nombre d'ouvriers Nord-Africains. Gependant, depuis deux mois, le plus grand nombre travaillait 24 heures par semaine.

La direction a refusé de donner des certificats de travail, et les lockoutés ne touchent pas d'allocation de chômage. Ils sont, dans la plus extrême misère. La plupart des ouvriers réembauches appartiennent au Syndicat chrétien, et les délégués de la C.G.T. travaillent aussi. Les Mairies de Colombes et d'Argenteuil ont refusé de s'occuper de cette situation. Le rayon du P.O.I. a édité un tract pour appeler la population à l'aide des lock-outés, qui se sont rendus lundi aux portes de l'usine. Camarades, avec les chômeurs et les lockoutés, exigez du travail ou du pain! Un Gorrespondant.

Rédaction de « Quatrième Internationale ». - Réunion mercredi 26, à 7 heures, au siège.

who were the second and the second a

Trésorerie P. O. I. - Cartes et timbres P. O. I. pour 1938 sont à la disposition des responsables. Une circutaire a été adressée à ce sujet à tous.

### Notre Souscription

Tomb. 100; Prad 40; Aia 10; Février 10; Verdelh 40; Pierre G. 50; Cal 20; Cana 20; Remontei 10; Hor 25; Fleu 20; Aline 5; Jardot 25.

Cell. 19 15; Renard (1er vers.) 160; Maurice Bois 10; Allamandi 20; Lautreau 20; Le M. 20; Rous 50; Total 610 francs.

Maigré les efforts certains de nos lecteurs, ce n'est pas encore cette semaine que nous leur annoncerons une parution hebdomadaire. Et pourtant es événements n'attendent pas.

Il faut donc un redoublement d'énergie pour la diffusion, pour la collecte de tonds auprès des amis, des sympathisants. Il faut faire circuler des listes, recueillir les modestes dons comme les plus fortes souscriptions.

Au travail sans relâche. Quant au prix de vente, nous devrons bientôt nous résoudre à le hausser à 0 fr. 75. Après notre article du précédent numéro, plusieurs camarades nous ont écrit; la plupart estiment que quinze sous seront nécessaires; c'est du reste maintenant le prix d'une série d'hebdomadaires ouvriers.

Différents travailleurs nous ont demandé une parution absolument hebdomaire, quitte à diminuer le format. Cette suggestion sera examinée par le comité central. En attendant, au boulot! Camarade,

fais-nous un abonnement dès cette semaine!

L'Administration. **医尿管性性性性性性性性性性性性性性性性性性性** 

### **ECOLE BOLCHEVIK**

Les deux premières Conférences ont eu lieu. Lundi 24 (à 20 h. 30, Café d'Artagnan, 52, boulevard Magenta), Troisième Conférence par le cama-rade NAVILLE sur « La Commune front unique doit être réalisé avec de 1871 et le problème de l'Etat ».

Toutes les ouvriers révolutionnaires, sodoivent être représentées.

# Comment ceux de "Goodrich" ont été trahis

par l'acceptation d'un « compromis ». Mais, comme nous l'indiquons d'autre

mis » favorables au patronat de la grève Goodrich, de celle des transports, de l'Alimentation, a favorisé l'offensive réactionnaire, qui exige maintenant, lui aussi, un gouvernement « à son image » Il faut, avec les ouvriers, tirer les leçons de cette lutte. L'étouffement par des

OUE DISIONS-NOUS AUX GREVISTES DE GOODRICH ? Au cours de la première réunion faite avec les ouvriers de Goodrich, nous avions fait les propositions sui-

faute. La « neutralisation » servira le patron, Les patrons sauvent ainsi-ce qui leur est de plus cher : le ma-tériel. Ils espèrent ainsi user la ré-

sistance des grévistes.

2º La grève continue. Il faut la transformer en victoire, par l'élargissement du conflit, la genéralisation de la lutte. Comme au jour de la mobilisation ouvrière de Colombes-Argentiel il feur ektouir l'apont des monfisation ouvriere de Colombes-Argenteuil, il faut obtenir l'appui des ouvriers de la métallurgie et des produits chimiques, par une grève générale pour le contrôle à l'embauche et à la débauche, la défense des 40 heures, la révision des contrats col-

dectifs.

3º Gette lettre exige la constitution de Comités de délégués par entreprises (constitués comme le Comité de grève de Goodrich), liés entre eux d'une façon permanente. Cette base permettra la réunion de véritables (congrès des délégués préparant l'inipermettra la réunion de véritables Congrès des délégués préparant l'unification de la lutte, l'organisation de la défense, en liaison étroite avec les responsables syndicaux.

A cele Noireau ne répondit avec

cela, Noireau ne répondit que : « Responsables de ce mouvement, nous ne voulons pas de cada-vres inutiles. Nous étions isolés. Si nous nous étions maintenus dans l'usine, toute la population serait con-tre nous. » Même le camarade Melin, qui « continue à considérer Jouhaux comme un traître », était du même

Les faits répondaient à Noireau. La grève spontanée le jeudi matin, la présence de 30.000 ouvriers à 5 heures de l'après-midi, montrent au contraire que la population ouvrière appuyait l'occupation.

L'évacuation et l'acceptation de la

OU SONT LES REVOLUTIONNAIRES DE LA PHRASE ?

La grève de Goodrich s'est achevée un article spécial en écrivant, « Quetques eléments trotskystes (Parti Ouvrier Internationaliste),

part, le lock-out de Waitlez fait re- que nous ne confondons pas avec les bondir le conflit. gnation a l'égard d'une sentence arvitrate injuste, ont distribué des tracis dans lesqueis ils attaquent viotemment notre P.C. et ses muitants. Comme à l'havitude, ces « revolutionnaires en paroles » dirigent leurs at-taques et leurs injures contre le seul parti qui s'est placé résolument aux côtes des travailleurs en lutte... etc. »

Notre activité dans la grève, avec les ouvriers, et d'accord avec tous les eléments révolutionnaires, répond amplement à ces calomnies. Mais les « revolutionnaires en paroles », ce sont eux! Le mardi 4, les staliniens tinrent un meeting a Argenteuil. Henaff y déclara que si satisfaction n'é-Avoir abandonné l'usine fut une e. La « neutralisation » servira atron. Les patrons sauvent ainsi uleur est de plus cher : le matro. Les pèrent ainsi user la résince des grévistes.

Le grève continue II faut la des conviers la capitulation Les résidents de la conviers la capitulation Les résidents de la capitul de la c des ouvriers la capitulation. Les ré-volutionnaires de la phrase existent. Mais pas chez nous !

SAMEDI 8, LES OUVRIERS RESISTENT AUX CHEFS CAPITULARDS

Le vendredi 7, dans une réunion de grevistes, les chefs capitulards se font iortement secouer. Une série d'ou-vriers demande la continuation de la

Pour peser sur la décision des gréristes, la Municipalité a cessé de distribuer l'allocation de 10 francs, envoie chercher le charbon au loin, etc. Mais la résistance des ouvriers est si forte que Carasso, Noireau, décident de remettre la décision à une reconstille assemblée. nouvelle assemblée.

Samedi 8, nouvelle réunion. La veil-le, Waldeck-Rochet avait exigé la rentrée en acceptant toutes les con-ditions imposées par Chautemps. Le rayon de Colombes du P.O.I. distribua aux grévistes, avant le vo-te, le tract suivant, qui fut bien ac-cueilli. Samedi 8, nouvelle réunion. La veil- passent

Camarades de Goodrich,

démontre que le gouvernement est l'agent du patronat.

seul moyen de faire capituler la bourgeoisie. Il faut prendre l'initiative de prépa- trage de « succès important ». Voyons sentence Chautemps étaient en réalité rer une grève générale. Vous avez cela une capitulation de la direction synavec vous tous les travailleurs de la 1º

vous vaincre par la force. ceptée par les patrons comme un délai Dans leur journal L'Antidérapant, UNE DELEGATION QUI IRA AU-ceptée par les patrons comme un délai les staliniens nous ont attaqué dans

mander la tenue d'un congrès des s'est déclanchée sur le renvoi de Riusines de la région parisienne, pour vinov. Or, fuvinov reste licencié! organiser la grève générale sur les objectifs suivants : CONTROLE SUR L'EMBAUCHE 4° Les dommages interets de la controle sur l'EMBAUCHE maintenus par principe (1 fr.), et li-

ET LA DEBAUCHE par les comités ECHELLE MOBILE DES SALAI-RES avec index syndicaux.

Renouvellement des contrats collectifs et élargissement des droits des délégués. Contrôle ouvrier par l'abolition du

secret commercial. Fraternellement unis, organisons la contre-offensive. »

que ce ne sont pas tous tes grévistes qui y sont admis, mals seulement tes syndiqués (de même pour le vote). D'après Carasso, les ouvriers pou-vaient « rentrer tête haute » (sie). On « reprendra la lutte après ». Alors, pourquoi la cesser pensent les grévistes ? Fink déconseille aussi la grève en s'appuyant sur la loi. D'a-près lui, il faut respecter l'arbitrage, sous peine de « se heurter au gou-vernement ». Bourlet parle au nom des membres du Comite de grève qui veulent continuer la lutte (5 sur 35 ont accepté la sentence). Il reprend son intervention de la veille. Il plique très bien que tous les ouvriers

ont les yeux fixés sur Goodrich, qu'il faut « gagner la belle ». Il est chaleureusement soutenu.
Plusieurs ouvriers prennent la paenetc. role, pour stigmatiser la capitulation.
est Fink, Carasso, Hénaff, sont accusés déde trahison. Carasso tente de faire reporter le vote au lendemain.

Le vote est décidé. Les syndiqués passent aux urnes. Mais l'usure a produit son effet. Les absences et les abstentionnistes sont numbreux. Fina-

LE « SUCCES IMPORTANT »

tres usines vinrent discuter avec nous. Le Comité local de la C.G.T. avait distribué un tract qualifiant l'arbi-

la : 1º Il se félicite de la « neutralisaavec vous tous les travailleurs de la 1° Il se felicite de la « neutralisa-région parisienne. On ne peut pas vous vaincre par la force.

Aujourd'hui même, il faut nommer
la « non-intervention » en Espagne :

(sauf des phrases demagogiques!)

natement, voici f'essentiel:
« IL FAUDRA RECUPERER LES
SAMEDIS ET RATTRAPER LE TEMPS
PERDU, LES HEURES SUPPLEMENTAIRES N'ETANT CONSIDEREES, TAILUS N'ETANT CONSIDEREES, DANS LEUR RETRIBUTION, COM-ME TELLES, QU'A PARTIR DU 31 MARS PROGHAIN!

Pendant 3 mois, les ouvriers feront des heures supplementaire au tarif ordinaire. Une surexploitation, la démolition de la semaine de 40 heures, voilà le résultat de la capitulation

Des ouvriers de nombreuses usines syndicale ! de la région sont autour de la salle, où ils attendent le résultat. A noter Les ouvriers jugeront maintenant où sont les traîtres Dans l'Antidérapant, les staliniens n'osent aborder aueun de ces points. Ils mentent et calomnient les ou-vriers en les accusant de vouloir

faire la grève « pour un seul cas » !

La volonté de lutte des ouvriers de Goodrich était nette. Leur direction politique et syndicale, partisan de la collaboration des classes, pour ne pas briser cette collaboration, a trahi les ouvriers. Ce que pose l'expérience de Goodrich c'est la formation d'une direction révolutionnaire capable de préparer les luttes de demain. Pendant toute l'offensive, le P.O.I. a été dans la mesure de ses moyens aux côtés des grévistes de Goodrich. Aujourd'hui, il l'est encore pour enrayer le découragement, pour préparer la nouvelle offensive. C'était l'objet de discussion de notre réunion locale du

11 avec les ouvriers de Goodrich.

abstentionnistes sont nombreux. Finalement 680 voix sont pour l'acceptation de la sentence, 488 pour la continuation de la grève.

Les événements de dodurés une les ouvertes des devenements ont démontrés une fois de plus que seule l'unification des luttes permet la victoire. Les comités de délégués représentant lous mités de délégués représentant tous les ouvriers d'une boîte, le Congrès de ces comités plus que jamais est à l'ordre du jour. La rupture avec les Lundi 10, à la rentrée, le P.O.L radicaux, laquais obéissant du patro-La sentence arbitrale de Chautemps distribua un tract appelant à tirer nat, avec la collaboration de classe les leçons. Mardi, le P.O.I. fit une agent du patronat.

La grève avec occupation, voilà le fensive victorieuse. Plus que jamais il est urgent d'enrayer le découragement, les désaffections de la C. G. T. Pour défendre la C. G. T. un Congrès extraordinaire s'impose où l'on discutera de la démocratie dans le Syndicat, d'une politique de classe vous vaincre par la force.

Aujourd'hui même, il faut nommer la « non-intervention » en Espagne :
tous les ouvriers révolutionnaires,
clle sert l'ennemi.

UNE DELEGATION QUI IRA AUclle sert l'ennemi.

La grève cialistes, communistes, sans parti. de la C. G. T. Sur cette base un

# La Leçon de l'Espagne, dernier avertissement!

### Menchevisme et Bolchevisme en Espagne

Les opérations militaires d'Abyssinie, d'Espagne, d'Extrême-Orient sont soigneusement étudiées par tous les états-majors militaires dans leur préparation à la future grande guerre. Les combats du prolétariat espagnol, ces éclairs avant-coureurs de la future révolution internationale, doivent être étudiés avec non moins d'attention par les états-majors révolutionnaires : c'est à cette seule condition que les événements qui approchent ne nous prendrout pas à l'improviste.

rois conceptions se sont affrontées — avec des forces inégales - dans le camp dit républicain : la menchéviste, ia bolcheviste et l'anarchiste. En ce qui concerne les parthe républicains bourgeois, ils n'ont eu ni idées, ni importance politique indépendante et n'ont fait que se mainteni sur le dos des réformistes et des anarchistes. En outre, ce ne serait nullement une exagération de dire que les chefs de l'anarcho-syndicalisme espagnol ont tout fait pour désavouer leur doctrine et réduire pratiquement leur importance à zéro. En fait, dans le camp dit républicain, deux doctrines se sont abrontées : la menchéviste et la

Selon la conception des socialistes et des stalinistes, c'est-à-dire, des menchéviks de la première et de la seconde levées, la révolution espagnole ne devait résoudre que des tâches «démocratiques », c'est pourquoi était nécessaire le front unique avec la bourgeoisie « démocratique ». Toute tentative de la part du prolétariat de sortir des cadres de la démocratie bourgeoise est, de ce point de vue, non seulement prématurée, mais encore funeste. D'ailleurs, ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas la revolution, mais la lutte contre Franco. La fascisme, c'est la « réaction ». Contre la « réaction » il faut unir toutes les forces de « progrès ». Que le fascisme soit la réaction non pas féodale, mais bourgeoise; que contre la réaction bourgeoise on ne puisse lutter avec succès que par les forces et les méthodes de la révolution projetarienne, c'est là une notion que le menchévisme, lui-même rameau de la pensée bourgeoise, ne veut ni ne peut faire

Le point de vue bolchéviste, exprimé de façon achevée seulement par la jeune section de la Quatrieme Internationale, procede de la theorie de la revolution permanente, a savoir que meme des taches purement democratiques, telles que la liquidation de la propriété foncière semi-reodale, ne peuvent etre resolues sans la conquete du pouvoir par le proietariat et cela, à son tour, met à l'orare du jour la revolution socialiste. D'ailleurs les ouvriers espagnois eux-memes, des les premiers pas de la revolution, poserent pratiquement des taches non seulement democratiques, mais encore purement socialistes. Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, c'est en fait non pas derendre la révolution démocratique, mais y renoncer. C'est seulement par la subversion des rapports sociaux à la campagne qu'on peut faire du paysan, masse principale de la population, un rempart puissant contre le fascisme. Mais les propriétaires ionciers sont attaches par des liens indissolubles à la bourgeoisie bancaire, industrielle et commerciale et à l'intenigentzia bourgeoise qui depend d'elle. Le parti du proletariat se trouvait ainsi devant la nécessité de choisir ou avec les masses paysannes ou avec la bourgeoisie liberale. Inclure dans une meme coalition à la fois les paysans et la bourgeoisie libérale, cela ne pouvait avoir qu'un seul but : aider la bourgeoisie à tromper les paysans et a isoler ainsi les ouvriers. La révolution agraire ne pouvait se réaliser que contre la bourgeoisie, par conséquent seulement par les mesures de la dictature du prolétariat. Il n'existe aucun regime moyen, intermédiaire.

Du point de vue de la théorie, ce qui frappe avant tout dans la politique espagnole de Staline, c'est un oubli complet de l'A B C du leninisme. Avec un retard de quelques dizaines d'années, — et quelles années! — le Comintern completement rétabli dans ses droits la doctrine du

menchevisme. Plus encore, il s'est efforcé de donner à catte doctrine une expression plus « conséquente » et, par là meme, plus absurde. Dans la Russie tzariste, au cebut de 1905, la formule de la » révolution purement democratique » avait pour elle, en tout cas, infiniment plus arguements qu'en 1937, en Espagne. Rien d'étonnant à ce que dans l'Espagne contemporaine, la « politique ouvrière libérale » du menchévisme se soit changée en la politique anti-ouvrière réactionnaire du stalinisme. Par ce a la doctrine des mencheviks, cette caricature du mardisme, est devenue sa propre caricature.

### La « théorie » du Front Populaire

Il serait cependant naîf de penser qu'à la base de la politique du Comintern en Espagne, il y ait quelque « erreur» théorique. Le stalinisme se guide non pas sur la thérie du marxisme, ni sur quelque théorie que ce soit, mais sur les intérêts empiriques de la bureaucratie soviétique. Entre eux, les cyniques de Moscou se moquent bien de la « philosophie » du Front Populaire à la Dimitrov. Mais ils ont à leur disposition, pour tromper les masses, des cadres nombreux de propagandistes de cette formule sacrée, sincères ou filous, naîfs ou charlatans. Louis Fisher avec son ignorance et sa suffisance, avec son esprit de raisonneur provincial, organiquement sourd à la révolution, est le représentant le plus repoussant de cette confrérie fort peu attirante. « L'union des forces progressives! », « Le triomphe des idées du Front Populaire! », « L'atteinte portée par les trotskystes à l'unité des rangs antifascistes »... Qui croirait que le Manifeste communiste a été ecrit il y a 90 ans?

Les théoriciens du Front Populaire ne vont, au fond, pas plus loin que la première règle de l'arithmétique, celle de l'addition : la somme des « communistes », des socialistes, des anarchistes et des libéraux est plus grande que chacun des termes qui la compos nt. Telle est toute leur science. L'arithmetique est, pourtant, insuffisante dans cette affaire. Il faut, au moins, la mécanique : la loi du parallélogramme des forces se trouve vraie même en politique. La résultante est comme on le sait, d'autant plus courte que les forces composantes divergent davantage entre elles. Quand des alliés politiques tirent dans des directions opposées, la résultante peut se trouver égale à zéro. Le bloc des divers groupes politiques de la classe ouvrière est absolument nécessaire pour résoudre des tâches pratiques communes. Dans certaines conditions historiques, un tel bloc est capable d'attirer à lui les masses petites-bourgeoises opprimées, dont les intérêts sont pro-ches à ceux du prolétariat. La force commune d'un semblable bloc peut se trouver beaucoup plus grande que la force de chacun de ses parties constituantes. Au contraire, l'alliance politique du prolétariat avec la bourgeoisie, dont les intérêts à l'époque actuelle, dans les questions fondamentales, font entre eux un angle de 180 degrés, ne peut, en règle générale, que paralyser la force. révolutionnaire du prolétariat.

La guerre civile, dans laquelle la force de la seule violence a peu d'action, exige de ses participants un dévouement suprême. Les ouvriers et les paysans ne sont capables d'assurer la victoire que dans le cas où ils mènent la lutte pour leur propre émancipation. Soumettre dans ces conditions le prolétariat à la direction de la bourgeoisie, c'est assurer par avance sa défaite dans la guerre civile.

Ces simples vérités ne sont, d'aucune manière, le fruit d'une analyse purement théorique. Au contraire, elles représentent la conclusion inébranlable, de toute l'expérience historique, à partir, au moins, de 1848. L'histoire moderne des sociétés bourgeoises est pleine de « Fronts sopulaires » de toutes sortes, c'est-à-dire de combinaipar Léon TROTSKY

sons politiques les plus diverses pour tromper les travailleurs. L'expérience espagnole n'est qu'un nouvel anneau tragique dans cette chaîne de crimes et de trahi-

### L'alliance avec l'ombre de la bourgeoisie

Le fait le plus étonnant politiquement est que dans le Front populaire espagnol il n'y avait même pas au fond de parallélogramme des forces : la place de la bourgeoisie était prise par son ombre. Par l'intermédiaire des stalinistes, des socialistes et des anarchistes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonné le prolétariat, sans même se donner la peine de participer au Front populaire : la majorité écrasante des exploiteurs de toutes nuances politiques est ouvertement passée au camp de Franco. Sans aucune théorie de la révolution permanente, la bourgeoisie espagnole a compris dès le début même que le mouvement révolutionnaire des masses, quel que soit son point de départ, était dirigé contre la propriété privée de la terre et des moyens de production et qu'il était absolument impossible de venir à bout de ce mouvement par les mesures de la démocratie. C'est pourquoi ne restèrent dans le camp républicain que des débris insignifiants des classes possédantes, MM. Azana, Companys et leurs semblables, avocats politiques de la bourgeoisie, mais nullement la bourgeoisie elle-même. Ayant complètement misé str la dictature militaire, les classes possédantes surent en même temps utiliser leurs représentants politiques d'hier pour paralyser, désagréger et ensuite étouffer le mouvement socialiste des masses sur le territoire « républicain ».

Ne représentant plus au moindre degré la bourgeoisie espagnole, les républicains de gauche représentaient encore moins les ouvriers et les paysans. Ils ne représentaient rien, sinon eux-mêmes. Cependant, grâce à leurs alliés, socialistes, stalinistes et anarchistes, ces fantômes politiques ont joué dans la révolution un rôle déci-sif. Comment ? Très simplement : en tant qu'incarnation du principe de la « révolution démocratique » c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée.

### Les stalinistes dans le Front Populaire

Les causes de l'apparition du Front populaire espagnol et de sa mécanique intérieure sont absolument claires. La tâche des chefs en retraite de l'aile gauche de la bourgeoisie consistait à arrêter la révolution des masses et à regagner la confiance perdue des exploiteurs : « Pourquoi vous faut-il Franco, si nous, les républicains, pouvons faire la même chose ? ». Les intérêts d'Azana et de Companys coincidaient pleinement sur ce point central avec les intérêts de Staiine, pour qui il était nécessaire de gagner la confiance de la bourgeoisile française et anglaise, en montrant en fait qu'il était capable de protéger l' « ordre » contre l' « anarchie ». Azana et Companys étaient nécessaires à Staline comme couverture en face des ouvriers : lui-même, Staline est évidemment pour le socialisme, mais on ne peut repousser la bourgeoisie républicaine! Staline était nécessaire à Azana et à Companys comme bourreau expérimenté ayant une autorité de revolutionnaire : sans lui, réduits à être un ramassis de

rien, ils n'auraient jamais pu ni osé attaquer les ouvriers. Les réformistes traditionnels de la Deuxième Internationale, depuis longtemps égarés par la marche de la lutte des classes, reçurent un nouveau regain d'assurances grâce au soutien de Moscou. Ce soutien fut d'ailleurs prêté non pas à tous les réformistes, mais seulement aux plus réactionnaires, Caballero représentait la face du parvers l'aristocratie ouvrière. Negrin et Prieto tournaient toujours leurs regards vers la bourgeoisie. Negrin a vaincu Caballero, avec l'aide de Moscou. Les socialistes de gauche et les anarchistes, prisonniers du Front populaire, se sont, il est vrai, efforcés de sauver de la démocratie ce qu'on pouvait en sauver. Mais comme ils n'ont pas su mobiliser les masses contre les gendarmes du Front populaire, leurs efforts se sont réduits, en fin de compte, à de pitoyables lamentations. Les stalinistes se sont ainsi trouvés en alliance avec l'aile la plus droitière, la plus ouvertement bourgeoise du parti socialiste. Ils ont porté leurs coups à gauche, contre le P. O. U. M., les anarchistes et les socialistes de gauche, c'est-à-dire contre les groupements centristes qui, quoique à un degré éloigné, reflétaient la pression des masses

Ce fait politique, plein de signification en lui-même, donne en même temps la mesure de la dégénérescence du Comintern dans les dernières années. Nous avions défini, en son temps, le stalinisme, comme un centrisme bureaucratique, et les événements ont donné un certain nombre de preuves de la justesse de cette définition. Mais elle est actuellement manifestement vieillie. Ls intérêts de la bureaucratie bonopartiste ne s'accordent plus avec l'hybridité centriste. Dans sa recherche d'accomodements avec la bourgeoisie, la clique staliniste est capable d'entrer en alliance uniquement avec les groupements les plus conservateurs de l'ristocratie ouvrière mondiale. Par là, le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme sur l'arène internationale est définitivement fixé.

### Les avantages contre-révolutionnaires du stalinisme

Nous arrivons ici au cœur de la résolution de l'énigme: comment et pourquoi le parti « communiste » espagnol, insignifiant par son nombre et le niveau de sa direction, s'est-il trouvé capable de concentrer dans ses mains tous les leviers du pouvoir, malgré la présence d'organisations socialistes et anarchistes incomparablement plus puissantes? L'explication commune, disant que les stalinistes ont tout simplement troqué le pouvoir pour des armes soviétiques, est trop superficiellle. Pour prix des armes, Moscou a reçu l'or espagnol. Selon les lois du marché capitaliste, c'est suffisant. Comment donc Staline a-t-il réussi à recevoir aussi dans ce marché, le pouvoir ? A cela on répond d'ordinaire : élevant son autorité aux yeux des masses par des fournitures militaires, le gouvernement soviétique a posé comme condition sa « collaboration » des mesures décisives contre les révolutionnaires et a ainsi écarté de sa route les adversaires dangereux. Tout cela est absolument indiscutable : mais ce n'est qu'un des côtés de la question, et d'ailleurs le moins important. Malgré l' « autorité » créée par les fournitures soviétiques, le parti communiste espagnol est resté une petite minorité et de la part des ouvriers a rencontré une haine toujours croissante. D'autre part, il ne suffisait pas que Moscou posât des conditions; il fallait encore que Valence les acceptât. C'est ici le fond de la question. Non seulement Zamora, Companys et Negrin, mais Caballero lui-même lorsqu'il était président du Conseil, tous sont allés, avec plus ou moins de bonne volonté, au devant des exigences de Moscou. Pourquoi ? Parce que ces messieurs eux-mêmes voulaient maintenir la révolution dans les cadres bourgeois.

Non seulement les socialistes, mais aussi les anarchistes ne se sont pas opposés sérieusement au programme staliniste. Ils avaient eux-mêmes peur de la rupture avec la bourgeoisie. Ils étaient mortellement effrayés de chaque offensive révoultionnaire des ouvriers. Staline, avec ses armes, et son ultimatum contre-révolutionnaire, fut pour tous ces groupes, le sauveur. Il leur assurait, à ce qu'ils espéraient, la victoire militaire sur Franco et en même temps les affranchissait de toute responsabilité pour la marche de la révolution. Ils se sont hâtés de metre au rancart leurs masques socialistes et anarchistes, dans l'espoir de les utiliser de nouveau quand Moscou aurait rétabli pour eux la démocratie bourgeoise. Pour comble de commodité, ces messieurs pouvaient justifier leur trahison envers le prolétariat par la nécessité de l'entente militaire avec Staline. Staline, de son côté, justifiait sa politique contre-révolutionnaire par la nécessité de l'entente avec la bourgeoisie républicaine.

C'est seulement de ce point de vue plus large que devient claire pour nous la patience d'ange dont ont fait preuve envers les représentants de la Guépéou, les champions du droit et de la vérité tels qu'Azana, Negrin, Companys, Caballero, Garcia Oliver et autres. S'ils n'ont nulement eu le choix, comme ils l'affirment, ce n'est pas du tout parce qu'ils ne pouvaient pas payer les avions et les tanks autrement que par les têtes des révolutionnaires et les droits des ouvriers, mais parce qu'il leur était impossible de réaliser leur propre programme « purement démocratique », c'est-à-dire anti-socialiste, par d'autres me-sures que la terreur. Quand les ouvriers et les paysans entrent dans la voie de leur révolution, c'est-à-dire s'emparent des usines, des propriétés foncières, chassent les anciens propriétaires, prennent le pouvoir par endroits, alors la contre-révolution bourgeoise - démocratique staliniste ou fasciste, tout se vaut - n'a plus d'autres moyens d'arrêter ce mouvement que par la violence sanglante complétée par le mensonge et la tromperie. L'avantage de la clique staliniste dans cette voie consistait en ce qu'elle a immédiatement entrepris d'appliquer des méthodes qui dépassaient les Azana, Companys, Negrin et leurs autres alliés de gauche.

### Staline, à sa manière, confirme la justesse de la théorie de la révolution permanente

Ainsi, sur le territoire de l'Espagne républicaine, deux programmes irréductibles se sont affrontés. D'une part, le programme du salut de la propriété privée contre le prolétariat à tout prix et, dans la mesure du possible, du salut de la démocratie contre Franco. D'autre part, le programme de l'anéantissement de la propriété privée au moyen de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le premier programme exprimait les intérêts du capital par 'intermédiaire de l'aristocratie ouvrière, des sommets de la petite bourgeoisie et, surtout, de la bureaucratie soviétique. Le second programme traduisait en langage marxiste, les tendances, non pas pleinement conscientes, mais puissantes, du mouvement révolutionnaire des masses. Pour le malheur de la révolution, il y avait entre la poignée des bolchéviks et le prolétariat révolutionnaire la cloison contre-révolutionnaire du Front populaire.

La politique du Front populaire, à son tour, ne fut nullement déterminée par le chantage de Staline, en tant que fournisseur d'armes. Assurément, le chantage n'a pas manqué. Mais la raison du succès de ce chantage est contenue dans les conditions internes de la révolution elle-même. Le fond social de celle-ci, au cours des six dernières années, avait été l'offensive croissante des masses contre le régime de la propriété semiféodale et bourgeoise. C'est précisément la nécessité de défendre cette propriété par les moyens les plus extrêmes qui avait jeté la bourgeoisie dans les bras de Franco. Le gouvernement républicain avait promis à la bourgeoisie de défendre la propriété par des mesures « démocratiques », mais il fit, surtout en juillet 1936, faillite complète. Quand la situation sur le front de la propriété devint encore plus menaçante que sur le front militaire, les démocrates de tout poil, y compris les anarchistes, s'inclinèrent devant Staline; et ce dernier n'a pas trouvé dans son arsenal d'autres méthodes que celles de Franco.

Les persécutions contre les « trotskystes », les P.O.U. Mistes, les anarcistes révolutionnaires et les socialistes de gauche; les calomnies fangeuses; les documents for-gés; les tortures dans les prisons stalinistes; les assassinats dans le dos, — sans tout cela le régime bourgeois sous le drapeau républicain, ne se serait pas maintenu deux mois. La Guépéou s'est trouvée maîtresse de la situation uniquement parce qu'elle a défendu d'une façon plus conséquente que d'autres, c'est-à-dire avec plus de fourberie et de cruauté, les intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Dans la lutte contre la révolution socialiste, le démocrate » Kérenski avait d'abord cherché un appui dans la dictature militaire de Kornilov, puis il avait tenté de rentrer à Pétrograd dans les fourgons du général monarchiste Krasnov. D'autre part, les bolchéviks, pour mener la révolution démocratique jusqu'au bout, se sont trouvés contraints de renverser le gouvernement des charlatans et des bavards « démocrates ». Par cela même, ils ont mis fin, en passant à toutes les tentatives de dictature militaire (ou « fasciste »).

La révolution espagnole montre une nouvelle fois qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par les méthodes de la réaction fasciste. Et inversement, il est impossible de mener une véritable lutte contre le fascisme autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne. Staline a lutté contre le « trotskysme » (la révolution prolé-tarienne) en détruisant la démocratie par les mesures bonapartistes de la Guépéou. Cela réfute une nouvelle fois, et définitivement, la vieille théorie menchéviste, que s'est appropriée le Comintern, théorie qui fait de la révolution démocratique et de la révolution socialiste deux chapitres historiques indépendants, séparés l'un de l'autre dans le temps. L'œuvre des bourreaux de Moscou confirme, à sa manière, la justesse de la théorie de la révolution per-

### Le rôle des anarchistes

Les anarchistes n'ont eu, dans la révolution espagnole, aucune position indépendante. Ils n'ont fait qu'osciller entre bolchévisme et menchévisme. A parler plus exactement, les ouvriers anarchistes tendaient instinctivement à trouver une issue dans la voie bolchéviste (19 juillet 1936, journées de mai 1937), alors que les chefs, au contraire, repoussaient de toutes leurs forces les masses dans le camp du Front populaire, c'est-à-dire du régime bour-

Les anarchistes ont fait preuve d'une incompréhensiion fatale des lois de la révolution et de ses tâches, lorsqu'ils ont tenté de se limiter aux syndicats, c'est-à-dire à des organisations du temps de paix, imprégnées de routine, en

ignorant ce qui se passait hors des limites des syndicat dans les masses, dans les partis politiques et dans l'appareil de l'Etat. Si les anarchistes avaient été des révolu tionnaires, ils auraient avant tout appelé à la création de soviets réunissant les représentants de tous les travailleurs de la ville et du village, y compris ceux des millions d'hommes les plus exploités qui n'étaient jamais entrés dans les syndicats. Dans les soviets, les ouvriers révolutionnaires auraient naturellement occupé une position dominante. Les stallinistes se seraient trouvés une minorité insignifiante. Le prolétariat se serait convaince de sa force invincible. L'appareil de l'Etat bourgeois serait resté suspendu en l'air. Il n'aurait pas fallu un coup bien fort pour que cet appareil tombât en poussière. La révolution socialiste aurait reçu une impulsion puissante. Le prolétariat français n'aurait pas permis longtemps à Léon Blum de bloquer la révolution prolétarienne au-delà des

La bureaucratie de Moscou n'aurait guère pu se permettre un tel luxe. Les questions les plus difficiles se seraient trouvées résolues d'elles-mêmes

Au lieu de cela, les anarcho-syndicalistes qui tentaient de se réfugier de la « politique » dans les syndicats, s sont trouvés au grand étonnement de tout le monde, er d'eux-mêmes, la cinquième roue du chariot de la démrcratie bourgeoise. Pas pour longtemps, car la cinquièn. roue nl sert à personne. Après que Garcia Oliver et Cie eurent aidé Staline et ses acolytes à enlever le pouvoit aux ouvriers, les anarchistes eux-mêmes se trouvère chassés du gouvernement de Front Populaire. Ils n'on alors rien trouvé de mieux que de courir derrière le char du vainqueur et de l'assurer de leur dévouement. Ils cachaient la frayeur du petit bourgeois devant le grant. bourgeois, du petit bureaucrate devant le grand bureaucrate, sous des discours pleurnichards sur la sainteté du front unique (des victimes avec les bourreaux) et sur l'impossibilité d'admettre aucune dictature, y compris la leur propre. « Nous aurions pu prendre le pouvoir en juillet 1936... » « Nous aurions pu prendre le pouvoir en mal 1937... » C'est ainsi que les anarchistes imploraient Negrin-Staline de reconnaître et de récompenser leur trabison de la révolution. Tableau repoussant!

Cette seule justification de soi : « Nous n'avons pa pris le pouvoir non parce que nous n'avons pas pu, mais parce que nous n'avons pas voulu, parce que nous sommes contre toute dictature, etc. », renferme une condamnation sans appel de l'anarchisme comme une doctrine complètement anti-révolutionnaire. Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à cel qui l'a, c'est-à-dire aux exploiteurs. Le fond de toute : volution a consisté et consiste à porter une nouve l'e classe au pouvoir et à lui donner ainsi la possibilité de réaliser son programme. Impossible de faire la guerre sans désirer la victoire. Personne n'aurait pu empêcher les anarchistes d'établir, après la prise du pouvoir, le 1 gime qui leur aurait semblé bon, en admettant évide. ment, que leur programme soit réalisable. Mais les ch anarchistes eux-mêmes avaient perdu foi en lui. Ils su sont éloignés du pouvoir non parce qu'ils sont contre « toute dictature » —en fait, bon gré, ma! gré, ils ont soutenu et soutiennent la dictature de Negrin-Stalline mais parce qu'ils avaient complètement abandonné leurs principes et perdu tout courage, s'ils avaient jamais eu l'un et l'autre. Ils avaient peur. Ils avaient peur de tout: l'« isolement », l'« intervention », le « fascisme ». Ils avaient peur de Staline. Ils avaient peur de Negrin. Mais ce dont ces phraseurs avaient peur avant tout, c'étaier. des masses révolutionnaires.

Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais du reformisme et en fait un jouet de la bourgeoisie : il ne peut en être autrement vu la structure de classe de la société.

Se dressant contre le but, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de compte, ne pas se dresser contre les moyens, la révolution. Les chefs de la C. N. T. et de la F. A. I. ont aidé la bourgeoisie non se lement à maintenir l'ombre du pouvoir en juillet 19. mais encore à rétablir morceaux par morceaux ce qu'elle avait perdu d'un seul coup. En mai 1937, ils ont saboté l'insurrection des ouvriers et ont sauvé par là même l dictature de la bourgeoisie. Ainsi l'anarchisme qui ne voulait être qu'anti-politique, s'est trouvé en fait antirévolutionnaire et dans les moments les plus critiques, contre-révolutionnaire.

Les théoriciens anarchistes qui, après le grand examen des années 1931 à 1937 répétent les vieilles sornettes réactionnaires sur Kronstadt et affirment : « Le stalini: me est le produit inévitable du marxisme et du bolchév me », ne font que démontrer par là qu'ils sont à jamais morts pour la révolution.

Vous dites que le marxisme est vicié en soi et que stalinisme est son descendant légitime ? Mais pourquoi donc nous, marxistes révolutionnaires, nous trouvonsnous en lutte mortelle avec le stalinisme dans le monde entier? Pourquoi donc la clique staliniste voit-elle dans le trotskysme son principal ennemi? Pourquoi tous rapprochements vers nos conceptions ou notre sytème d'action (Durruti, André Nin, Landau et autres) forcent-il les gangsters du stalinisme à recourir à une répression sanglante? Pourquoi, d'autre part, les chefs de l'anarchisme espagnol, au moment des crimes de la Guépéou à Moscou et à Madrid, étaient-ils des ministres de Caballero-Negrin, c'est-à-dire des serviteurs de la bourgeoisie et de Staline? Pourquoi même maintenant, sous le pratexte de lutter contre le fascisme, les anarchistes rester ils les prisonniers volontaires de Staline-Negrin, c'est-udire des bourreaux de la révolution, qui ont démontré toute leur incapacité de lutter contre le fascisme?

Les avocats de l'anarchisme qui prêchent pour Kronstadt et pour Makhno ne tromperont personne. Dans l'épi-sode de Kronstadt et dans la lutte contre Makhno, nous avions défendu la révolution prolétarienne contre la cortre-révolution paysanne. Les anarchistes espagnols out défendu et défendent encore la contre-révolution bourgeoise contre la révolution prolétarienne. Aucun sophisme ne fera disparaître de l'histoire le fait que l'anarchism et le stalinisme se sont trouvés dans la révolution espagnole du même côté de la barricade, les masses ouvrières et les marxistes révolutionnaires de l'autre. Telle est la vérité qui entrera pour toujours dans la conscience du

> (La suite de cette importante étude paraîtra dans notre prochain numéro.)

### \* "RÉVOLUTION" est part



Le numéro de janvier de « Révolu-tion », organe des J. S. R., est part. Il atteste ainsi la régularité des e... forts pour unifier la jeunesse révolutionnaire et la guider sous le drapeau de la IVe internationale. Le numéro contient une page consacrée aux soldats, des articles sur les grèves, de discussions avec les Jocistes, avec les J. S., etc. Amis de la J. S. R. abonnezvous! 12 numéros, 5 fr. C. C. Postr', Bonnel, 2206-21 Paris.

Le Gérant : AIACHE



Imprimerie "La Renaissance" 11, Rue de Tanger, Paris-19º